

Economie générale Sup' Management 2017/2018

Programme

- **Introduction générale :**

- Les fondements de la connaissance économique
- l'économie et son domaine;

- **Première partie :** Les fonctions économiques

- la représentation de l'activité économique : le circuit économique
- La production et les facteurs de production
- La repartitions des revenus primaires
- La redistribution des revenus

-la consommation et l'épargne des ménages :déterminants et évolution

Deuxième partie :Equilibres et déséquilibres économiques

- La régulation:
 - la régulation par le marché(notion de marché et formation des prix);
 - La régulation par l'Etat
- L'investissement
- La croissance économique
- Le développement économique et le sous développement.

Introduction générale : Les fondements de la connaissance économique

A- Définitions et principes clés: l'économie et son domaine

1-Définitions

- Le mot « économie » qui provient du grec « Oikos »(maison) et « nomos » (règles ou administration) signifie: les règles de gestion domestique ou l'art de gérer les affaires de la maison .
- Par extension c'est l'administration ou la gestion des biens (publics ou privés) .
- Le terme « économie politique » marque l'élargissement de son domaine à la cité ou à la nation.

- L' économie est une discipline qui étudie le comportement des hommes face à la rareté des biens .
- Elle part du principe que les hommes éprouvent des besoins **illimités** mais que les ressources dont ils disposent pour les satisfaire sont **limités** car elles sont **rare**s.
- En conséquence ils doivent faire des choix.
- La discipline qui étudie la façon dont les individus utilisent les ressources rares en vue de satisfaire au mieux leurs besoins ,est **la science économique**.

- La science économique peut donc être définie comme la science de l'administration des ressources rares (travail, capital, ressources naturelles...) dans une société humaine.
- l'économie générale quant à elle, étudie l'activité économique dans un pays.
- Elle vise à la fois de nous permettre de comprendre le fonctionnement de l'économie en général et à proposer des moyens d'action pour agir.
- L'activité économique consiste dans « **l'organisation des ressources matérielles, financières, techniques et humaines d'un pays afin de produire et de répartir les biens et les services susceptibles de satisfaire les besoins des individus qui composent la société** »

- Le but de l'activité économique:

Satisfaire au mieux les besoins illimités des individus à l'aide de ressources rares dont ils disposent constitue la raison et le but de l'activité économique.

2- L'objet de l'économie : la satisfaction des besoins

❖ **Des besoins illimités** : un besoin est un état de manque face à ce qui est nécessaire ou ressenti comme tel.

Les besoins sont liés à la vie, voire la survie de l'homme (se nourrir, se loger, s'habiller...) ou à son confort (communiquer, se divertir..).

Les besoins ressentis par l'homme sont **illimités**, car ils se renouvellent et se diversifient sans cesse ,et leur nature varie dans l'espace et dans le temps.

- Les besoins présentent des natures diverses, ainsi distingue-t-on trois types de besoins:
 - les besoins élémentaires ou physiologiques (nourriture, habillement, logement..);
 - les besoins matériels (équipement du foyer..) dont la satisfaction permet un bien être individuel;
 - les besoins de civilisation ou besoins sociaux liés au fait que l'homme vit en société (loisirs, culture, déplacements, voyage...).Leur satisfaction assure un mieux être.

❖ Des biens limités

Les biens économiques sont les moyens qui permettent de satisfaire les besoins.

Face aux besoins illimités, les biens sont relativement rares car eux mêmes produits à partir de facteurs de production rares(capital, travail, ressources naturelles ..)

Les biens peuvent aussi être classés selon différentes typologies:

Nature physique des biens

- **Biens matériels** : qui ont un support physique: biens corporels (pain ,voiture ,pantalon..)
- **Biens immatériels** ce sont les biens qui ne se concrétisent pas par l'apparition d'un bien matériel: biens incorporels ; Services médicaux par exemples.

Utilisation des biens issus de la production

- **Biens de consommation** : pour satisfaire directement un besoin (nourriture, vêtements ,voir un film) (biens finals)
- **Biens de production** : permettent de produire d'autres biens mais ne sont pas détruits au premier usage (machines outils)
- **Biens intermédiaires (consommations intermédiaires)** sont les produits bruts transformés ou intégrés dans d'autres biens pour avoir un produit fini(matières premières , tôles ondulées ..)

B- la nécessité des choix et les actes économiques

1- les fonctions économiques

Pour résoudre le conflit qui existe entre les besoins illimités et le caractère limité des biens ,l'homme doit procéder à des choix économiques.

Ces choix s'effectuent à travers trois grands actes économiques qui sont à l'origine les principaux enjeux de la vie économique.

- ***La production :***

Que produire ? Comment produire et en quelle quantité? Pour qui doit -on produire?

- ***La répartition:***

Comment se répartit le revenu issu de la production entre les différents individus ?

- ***La consommation(ou dépense):***

Que faire du revenu distribué ? Quels types de biens acheter?
Quels sont les facteurs qui déterminent la consommation ?

- Production, répartition et consommation sont **les 3 fonctions économiques** qu'étudie l'économie générale, et essaie de comprendre les liens qui les unissent.
- L'économie générale étudie entre autres, ces fonctions et essaie de comprendre les liens qui les unissent .
- Elle fait partie d'une discipline importante: **la science économique**.

- 2- La science économique :Sa nature et son objet

- La science économique est l' étude des choix des agents économiques sous la contrainte des ressources rares.

Elle étudie les actes de la vie économique(production , répartition, dépense) susceptibles de réduire les tensions qui apparaissent entre les besoins illimités et les moyens limités des agents économiques.

- La science économique utilise généralement deux méthodes différentes dans ses études et analyses.
-

La microéconomie

-étudie le comportement individuel des agents économiques du consommateur (ménage) ou producteur (entreprise) par exemple .
-s'attache à analyser leurs choix économiques individuels .

La macroéconomie

-étudie les relations globales portant sur les grandeurs économiques (agrégats) comme le PIB, le revenu national, l'inflation ; l'exportation; etc..
etc.
- Son domaine d'étude est donc les choix collectifs qui émane principalement de l'Etat.

- **Première partie : Les fonctions économiques**

- **Chapitre I: Les agents économiques et le circuit économique**

Dans une économie il ya des salariés, des travailleurs indépendants, des sociétés, des administrations publiques, des associations, qui participent à la création de richesses en produisant des biens et services.

Cette production donne lieu à des échanges de biens, de services, et de monnaie.

Les échanges entre ces différents acteurs de la vie économique les rendent mutuellement interdépendants : le comportement de chacun affecte la situation des autres. Pour décrire ces interdépendances entre les **agents de l'économie**, on adopte un système de représentation: le **circuit économique**

-

A - Des agents économiques aux secteurs institutionnels

Les différents acteurs de la vie économique (salariés, entreprises ,administrations publiques ...)
sont des **agents économiques**.

Un agent économique est une personne physique ou morale qui se livre à une activité c'est-à-dire qui s'organise pour jouer avec les autres acteurs un rôle spécifique dans l'activité économique.

- Les agents économiques sont regroupés en **secteurs institutionnels** lorsqu'ils résident sur le territoire national, et dans un ensemble appelé Reste du Monde lorsqu'ils sont non-résidents.
- L'économie nationale est donc l'ensemble des agents résidents c'est-à-dire ayant un centre d'intérêt sur le territoire économique national.
- Les agents sont définis à partir de deux critères principaux : leur fonction principale et leur ressource principale.
- On distingue ainsi facilement six **secteurs institutionnels**

Secteurs institutionnels	Nature des agents composant le secteur	Fonction principale des agents	Principales Ressources
Ménages	Famille, célibataire, entrepreneurs individuels(EI)	-consommer -produire des biens et services marchands pour les EI	salaires, revenus du patrimoine, prestations sociales.
Les sociétés non financières (SNF))	entreprises privées et publiques	Fonction principale: produire un bien ou service marchand non financier	produit des ventes de biens ou services
Les Institutions financières	Banques, organismes de crédits, Assurances, mutuelles	- Financer :Collecter l'épargne disponible et accorder des crédits :	: l'épargne collectée auprès des ménages et les agios perçus sur emprunt. les primes

Secteurs institutionnels	Nature des agents composant le secteur	Fonction principale des agents	Principales Ressources
Administrations publiques	Etat, collectivités locales, organismes de Sécurité sociale	Produire des services non marchands collectifs, assurer une redistribution du revenu entre agents économiques	Perception des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales).
Institutions sans but lucratif	Partis politiques, Syndicats, ONG..	Produire des services non marchands (gratuits) destinés aux ménages	Subventions de l'Etat et, cotisations volontaires des adhérents.
Reste du Monde	Rassemble les agents économiques non résidents.	échanger avec l'extérieur et comptabiliser les opérations effectuées par l'économie	les ventes des produits à l'extérieur

- La première grande fonction des agents est la **production** qui peut être définie comme l'activité qui permet de fabriquer des biens ou de fournir des services ,destinés à la vente.
- La **consommation** conduit à la destruction ou à la transformation du produit.
 - La consommation est **finale** quand le produit est détruit pour satisfaire directement un besoin.
 - Elle est **intermédiaire** quand le produit est transformé pour produire un bien ou un service.
- Les produits peuvent être utilisés comme biens de production de manière durable, on désigne l'acquisition de ces biens d'équipement par l'expression **formation brute de capital fixe** (on dit aussi investissement).

2-l'interdépendance des agents économiques

Chacun des six secteurs est en relation avec les autres. Ainsi les ménages travaillent dans les SNF tout en leur achetant des biens ou des services.

Ces dernières versent des salaires aux salariés et des cotisations sociales aux administrations publiques.

Certains agents empruntent aux banques ou y font des dépôts. Enfin les entreprises (publiques ou privées) exportent et importent des biens ou services.

- 
- De fait un ensemble de relations d'interdépendance s'instaurent entre les agents économiques , ce **sont des flux**.
 - Un flux est un mouvement de biens, de services, de monnaie ou plus généralement de toute grandeur économique entre des agents économiques.
 - Les flux sont de trois sortes:
 - ✓ **les flux réels ou quasi réels**: ce sont les flux de biens ou de services.
 - ✓ **Les flux monétaires**: il s'agit des flux dont la nature est monétaire(salaires , dépenses, impôts..)

- **Les flux financiers:** il s'agit des flux dont la nature est financière(épargne, investissement , dettes , créances ..)
- Les échanges entre les agents économiques s'effectuent sur des **marchés** dont la qualification dépend de la nature des biens échangés.
On distingue trois types de marchés:

- **Le marché des biens et services** :C'est le lieu(réel ou fictif) où les ménages achètent des biens et services nécessaires à leur consommation et les entreprises achètent ceux qu'elles utilisent pour leur production.
- **Le marché de travail** :il met en relation les entreprises et les salariés.
- **Le marché de capitaux**: c'est le marché qui permet aux agents économiques de se procurer les moyens de paiements et de financer leur activité . Il est composé du marché monétaire(marché de capitaux à court terme :échéance < 1 -3ans) et du marché financier (long terme : échéance > 3ans .
- le marché financier est appelé aussi la Bourse .

Marché des biens et services

```
graph TD; A[Marché des biens et services] --> B[Marché des biens de productions]; A --> C[Marché des biens de consommation]; D[Marché de travail]; E[Marché de capitaux] --> F[Marché monétaire]; E --> G[Marché financier (la bourse)];
```

Marché des biens de
productions

Marché des biens de
consommation

Marché de travail

Marché de capitaux

Marché monétaire

Marché financier (la
bourse)

B- le circuit économique

Les flux réels et monétaires peuvent être représentés par un schéma qui donne une vision simplifiée du **circuit économique**.

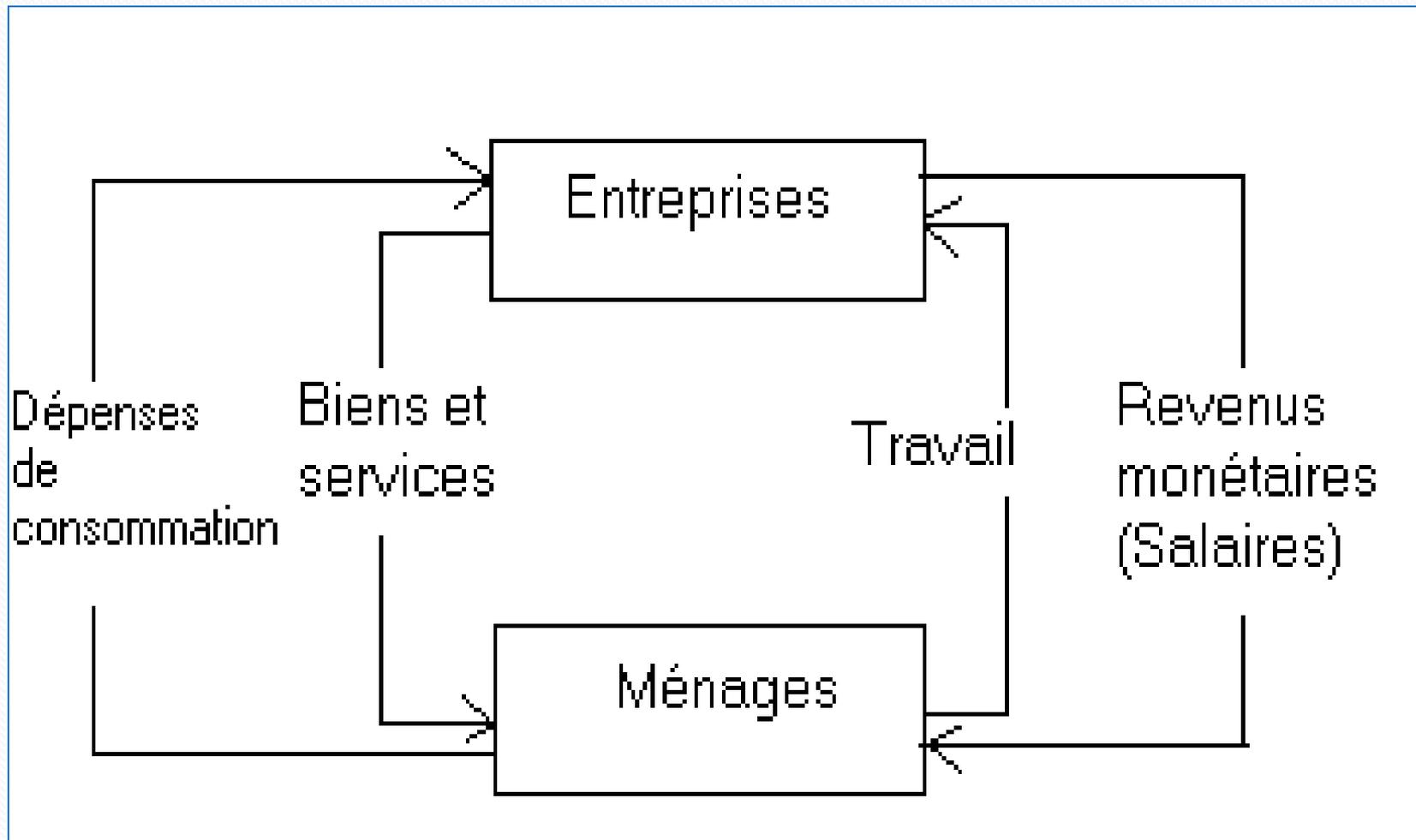
Exemple:

Considérons une économie uniquement composée de deux agents économiques: les ménages et les entreprises.

Les entreprises utilisent les facteurs de production (le travail , le capital) fournis par les ménages pour produire des biens de consommation finale.

Les ménages procurent aux entreprises un service productif , le travail et reçoivent en contrepartie un revenu qui est entièrement dépensé . Les ménages dans ce cas ne peuvent ni épargner ni investir .

- Ces relations qui s'établissent entre ces deux agents économiques peuvent être décrites par le schéma suivant:



- Ce schéma met en évidence deux types de flux : les flux réels et quasi réels et les flux monétaires.
 - Flux réels** : Travail et Production.
 - Flux monétaires** : Rémunération et Dépenses de consommation.
- Dans cette optique ultra simplifiée, nous pouvons décrire les relations suivantes :
 - Les ménages fournissent leur travail aux entreprises , et celles-ci leurs livrent des biens et services(les flux réels et quasi réels)
 - Aux flux réels fournis par les ménages (le travail) correspond en sens inverse , les flux monétaires (salaires versés et dépenses des ménages)

- Exercice
- Supposons que maintenant qu'en plus des ménages et des entreprises, nous avons les institutions financières(IF) , comment s'établissent les différentes relations économiques entre les trois secteurs institutionnels?

Ménages

Entreprises

IF

■ Chapitre II: La production et les facteurs de production

Section I: la production marchande et la production non marchande

A- Qu'est ce que la production?

- « la production distingue cette partie de l'activité humaine qui se traduit par la création des biens ou des services propres à satisfaire les besoins individuels ou collectifs ».

- C'est un processus de création des biens ou de services par l'emploi des facteurs de production (travail et capital).
- La production désignée aussi par le terme « **output** » concerne tous les secteurs d'activité primaire (agriculture et pêche) secondaire (industrie) et tertiaire (services).

B- Les quatre secteurs de l'économie

- L'activité économique de tous les pays est divisée en 4 secteurs : secteur primaire, secteur secondaire, secteur tertiaire et secteur quaternaire.
- Dans les pays les plus industrialisés, ce sont les secteurs tertiaires et quaternaires qui emploient le plus grand nombre de personnes.
- Dans les pays en voie de développement, c'est le secteur primaire, lié aux ressources naturelles qui recrute le plus grand nombre de personnes.
- Les quatre secteurs de l'économie:

Secteur	Exemple
Primaire	Agriculture, pêche, industrie forestière, industrie minière
Secondaire	Industrie : agroalimentaire, du vêtement, de la construction, automobile, aéronautique
Tertiaire	Commerce, transport, administration gouvernementale, éducation, soins de santé
Quaternaire	Information, communication, recherche spatiale, médicale et environnementale

- Le secteur primaire : secteur d'activité économique qui produit des matières non transformées ou très peu transformées.
- Le secteur secondaire : secteur d'activité économique qui produit des biens transformés.
- Le secteur tertiaire : secteur d'activité économique lié à l'ensemble des services publics, comme les services hospitaliers, l'éducation et l'entretien des routes; et des services commerciaux, comme les taxis, les restaurants et les salons de coiffure.
- Le secteur quaternaire : secteur d'activité économique qui comprend les services spécialisés en information, en communication et en recherche.

C- les deux formes de Production

La production se divise en deux catégories la **production marchande** et la **production non marchande**.

➤ **La production marchande** comprend les biens et services échangés sur le marché à un prix couvrant leur coût de production.

Elle concerne les biens(produits matériels) et les services vendus aux utilisateurs sur un marché à un prix supérieur aux coûts de production .

➤ **La production non marchande.**

Par convention ,il n'existe pas de biens non marchands .

La production non marchande correspond à la production des services fournis gratuitement ou quasi gratuitement par les administrations publiques ou les institutions à but non lucratif.

Ces services non marchands ne peuvent être vendus sur un marché.

Ils concernent, par exemple , l'éducation nationale, la justice, la police , l'infrastructure routière etc..

- La production non marchande concerne donc les services non marchands qui ne sont pas vendus sur un marché en échange d'un prix , mais financés par divers contributions et prélèvements (impôts, taxes ,subventions, etc.).

	Production marchande	Production non marchande
Les acteurs	Tous les acteurs institutionnels à l'exception des administrations ont une activité de production non marchande .	Les administrations fournissent à la collectivité des services non marchands
Les champs	Tous les biens ,sont, par convention considérés comme marchands . Les services marchands sont ceux qui font l'objet de transactions.	La production non marchande regroupe l'ensemble des services fournis à titre gratuit ou quasi gratuits.
Les évaluations	La production marchande est évaluée au prix du marché.	La production non marchande est conventionnellement mesurée par l'ensemble des coûts de production

Section II- Les facteurs de production

- Pour assurer leur fonction de production, les agents économiques ont recours à trois facteurs de production : le travail ,le capital (l'ensemble du matériel utilisé par une entreprise pour produire) et les ressources naturelles (terre, énergie.... etc.)

En combinant ces différents facteurs, ils créent des biens et services.

D'une manière générale , on ne considère que deux facteurs de production :le travail et le capital.

A- le facteur travail

a- Définitions

Le travail c'est à dire le facteur humain peut-être appréhendé à deux niveaux :

➤ -Au niveau microéconomique : pour l'entreprise le travail représente la quantité de main d'œuvre qu'elle utilise pour remplir sa fonction de production.

Il correspond au travail direct effectué par le travailleur en contrepartie d'un salaire.

➤ Au niveau macroéconomique (de la nation), le travail est assimilé à la population en âge de travailler dans un pays. C'est ce qu'on appelle la population active.

Celle-ci, inclut l'ensemble des personnes ayant, ou recherchant une activité rémunérée.

Ce stock d'actifs disponibles forme la main d'œuvre potentielle, dont sont exclus de fait les retraités.

b) - la productivité du travail

- La productivité ne doit pas être confondue avec la production .La productivité est un ratio ; c'est le rapport entre une production notée P et les facteurs nécessaires à son obtention.
- On peut mesurer la productivité du facteur travail .C'est la quantité produite par unité de travail :
- **Productivité= Quantité produite/Quantité du facteur travail utilisée**

B- Le capital et sa productivité

a- définitions

Le terme capital en économie peut désigner divers éléments

- **capital économique : actif qui procure un revenu.**
- **capital technique : le facteur de production constitué de biens de production.**
- **capital financier : les capitaux qui permettent à l'entreprise de financer son activité.**

Comme nous nous intéressons aux facteurs de production des entreprises, nous retiendrons les notions de capital technique et de capital financier ou comptable .

- ✓ Le capital au sens comptable correspond aux apports financiers des propriétaires de l'entreprise permettant de financer les activités de cette dernière.

✓ Le capital physique ou technique est l'ensemble des machines, de terrains, de bâtiments et autres infrastructures qu'utilise l'entreprise dans son activité de production.

Au plan économique le capital technique est un ensemble de biens matériels permettant de créer de nouveaux biens dotés d'utilité.

On doit distinguer le **capital fixe** et le **capital circulant**.

✓ Le capital fixe, appelé aussi bien de production ou encore bien d'investissement est l'ensemble des biens qui serviront à plusieurs processus de production (bâtiments, machines, installations et équipements), c'est à dire des biens qui ne disparaissent pas dans la production.

Si le capital fixe ne disparaît pas, au cours de son utilisation dans la production, sa durée de vie est cependant limitée .

Il s'use et son usure progressive, pose le problème de son remplacement au bout d'un certain temps, d'où la pratique comptable de l'amortissement.

- ✓ Le capital circulant est l'ensemble des biens qui disparaissent immédiatement ou rapidement dans le processus de production, c'est à dire qui sont détruits ou largement transformés au cours du processus productif.

En font partie les matières premières, l'énergie, les produits semi-finis.

b- la productivité du capital

- Comme pour le travail, on procède à des calculs de productivité du capital technique en utilisant la formule suivante :
- **Productivité moyenne du capital = quantité de produits obtenus / quantité du facteur capital utilisé.**

C- Du capital à la formation du capital : l'investissement

- Les économistes désignent l'investissement par le sigle « FBCF », qui signifie formation brute du capital fixe. Pour les profanes le mot investissement a différents sens qui s'entremêlent ce qui rend le terme peu précis.

1- définition

- On désigne par investissement toute opération économique effectuée par un agent économique qui consiste à créer ou à accroître le capital fixe.

Pour l'entreprise l'investissement est un acte essentiel. C'est lui qui forme le capital et le renouvelle.

Il est perçu généralement comme l'accroissement ou le renouvellement du stock du capital.

2- les différentes formes d'investissement

Pour améliorer ou accroître sa production, une entreprise peut, soit engager des dépenses dans l'achat des biens d'équipement, il s'agit d'investissement matériel soit, dans la formation de son personnel, et on parle dans ce cas d'investissement immatériel.

➤ - **l'investissement matériel** : La formation du capital est réalisée par l'investissement matériel.

● On distingue trois formes d'investissement matériel :

□ - **l'investissement de remplacement** : on parle d'investissement de remplacement ou de renouvellement, lorsqu'on substitue à une machine devenue hors usage, une autre neuve ou plus performante.

L'investissement de remplacement consiste généralement à « remplacer » les équipements déclassés ou à renouveler le capital usé ou obsolète.

- ❑ - **l'investissement d'extension ou de capacité** C'est l'acte d'investissement qui consiste à ajouter une nouvelle machine aux anciennes déjà existantes, dans le but d'accroître la production et faire ainsi face à la demande qui augmente.
- ❑ - **l'investissement de rationalisation ou de productivité** permet d'accroître l'efficacité du travail. On parle de ce type d'investissement lorsqu'on substitue par exemple, une machine au travail humain.

L'investissement immatériel :

Certaines dépenses sont considérées comme des investissements de par leur effet sur la capacité de production de l'entreprise.

Celle-ci pour augmenter le niveau de sa production dans le futur, envoie à l'étranger par exemple, un de ses ingénieurs pour se recycler, ou un de ses contremaîtres pour s'initier à un nouveau procédé de fabrication.

Les dépenses engagées à ce titre s'appellent investissement immatériel ou incorporel.

- L'investissement immatériel englobe en plus des dépenses d'éducation ou de formation du personnel, l'acquisition des brevets, de licences, de recherche-développement, la création de logiciels et la fonction commerciale, c'est à dire les dépenses effectuées pour promouvoir un produit (les frais publicitaires).

- L'investissement consenti dans ce cadre conduit à la découverte de nouveaux produits ou à de nouveaux procédés de fabrication.
- Il contribue donc avec l'investissement en capital (matériel) à accroître le potentiel de production de l'entreprise.

Section III : la combinaison des facteurs de production

Le problème de la production est de choisir la meilleure combinaison des facteurs de production (la combinaison optimale) ,celle qui évite à la fois le gaspillage des facteurs et permet de produire au moindre coût .

Le choix de la meilleure combinaison présente ainsi deux aspects : technique et économique.

A-l'aspect technique

- L'aspect technique consiste à déterminer les combinaisons possibles, pour une production donnée, avec le meilleure efficacité pour chacune d'elles, c'est à dire sans gaspillage de facteurs.

Exemple

- Pour produire une certaine quantité d'output, un entrepreneur a le choix entre des techniques de production différentes qui font appel à plusieurs combinaisons possibles de capital et de travail .
- Ce choix se présente comme suit :



combinaison	Facteur travail	Facteur capital
A	200	6
B	250	10
C	150	10
D	50	40

- La technique A fait appel à beaucoup de travail et à peu de capital comparativement aux autres technologies, on dit qu'il s'agit d'un processus à forte intensité **travillistique** (ou à faible intensité capitalistique) .
- La technologie D, au contraire, utilise beaucoup de capital et relativement peu de travail, on dit qu'il s'agit d'un processus à **forte intensité capitalistique** .
- Par ailleurs nous constatons que la technologie B est inefficace puisqu'elle utilise plus de facteurs (travail et capital) pour produire la même quantité d'output. Elle gaspille les facteurs de production, elle est donc à rejeter.

B- l'aspect économique

- Maintenant, il faut choisir entre les technologies restantes A, C et D.

Parmi ces trois combinaisons possibles, quelle est la plus efficace économiquement?

Pour répondre à cette question, il faut connaître les prix des facteurs de production.

Supposons trois cas où nous faisons varier les prix du capital et du travail.

Prix des facteurs	Cas I	Cas II	Cas III
Travail (L)	3DH	5DH	5 DH
Capital (K)	50 DH	20 DH	15 DH

Cas possibles	Prix des facteurs de production	Technique A		Technique C		Technique D	
		L	K	L	K	L	K
		200	6	150	10	50	40
Cas I	PL :3UM PK 50UM	Coût de production = $Pl.L+Pk.K$					
Cas II	PL:5UM PK:20UM						
Ca III	PL:5UM PK:15 UM						

Cas possibles	Prix des facteurs de production		Coûts de production		
	capital	travail	Tech A	Tech C	Tech D
Cas 1	50 DH	3 DH	900 DH	950 DH	2150 DH
Cas 2	20DH	5DH	1120 DH	950 DH	1050 DH
Cas 3	15 DH	5 DH	1090DH	900 DH	850 DH

- La combinaison la plus économique, dans chacun des trois cas est la combinaison A dans le premier cas, la combinaison C dans le deuxième cas et la combinaison D dans le troisième cas.
- Les éléments qui, en définitive, déterminent le choix de la combinaison productive sont les prix des facteurs de production.

Section IV :L'évaluation de la production :(la valeur ajoutée et le PIB)

A- La valeur ajoutée

1- Définition La valeur ajoutée est définie comme étant la différence entre la valeur de la production finale et le montant des biens et des services (appelés consommations intermédiaires) détruits au cours de la production. Ainsi :

Valeur ajoutée= valeur de la production- montant des consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires sont les biens et les services utilisés que l'entreprise se procure auprès d'autres entreprises pour produire(les matières premières par exemple).

La valeur ajoutée est la contribution productive d'une entreprise.

➤ **La valeur ajoutée d'une entreprise** correspond finalement à la "richesse" qu'elle produit.

2- la répartition de la valeur ajoutée

- Si la valeur ajoutée correspond à la richesse créée réellement par l'entreprise, cela ne signifie pas que cette richesse se transforme intégralement en autant de bénéfice pour celle-ci.
- La valeur ajoutée doit encore rémunérer l'ensemble des agents ayant participé directement ou indirectement à la production :
 - les salariés, qui perçoivent une rémunération en contrepartie de leur travail sous forme de salaires nets et de cotisations sociales (ces dernières représentent une rémunération indirecte car elles ne sont pas versées au salarié, mais servent à financer des prestations et des services pour les salariés).

- l'État qui perçoit les taxes et les impôts liés à la production;
- le reste rémunère l'entreprise et représente l'excédent brut d'exploitation (E.B.E.), c'est-à-dire le profit de celle-ci.

Avec l'E.B.E., l'entreprise verse des dividendes à ses actionnaires, des intérêts à ses créanciers, et les frais pour les fournisseurs .

Quant au reste, il représente les dividendes des entrepreneurs , l'épargne brute de l'entreprise et peut être, soit placée, soit investie pour moderniser l'appareil productif.

Valeur ajoutée

```
graph TD; A[Valeur ajoutée] --> B[Rémunération du travail]; A --> C[Rémunération du capital]; A --> D[Rémunération de l'Etat]; B --> E(Salaires et cotisations sociales); C --> F(Excédent brut d'exploitation profit); D --> G(Impôts sur la production);
```

Rémunération du travail

Salaires et cotisations sociales

Rémunération du capital

Excédent brut d'exploitation (profit)

Rémunération de l'Etat

Impôts sur la production

-Exemple de calcul de la valeur ajoutée

- Un menuisier utilise pour fabriquer des meubles, des planches pour 30000 DH, des clous et des vis pour 2000 DH, de la colle spéciale pour 1500 DH et des accessoires divers pour 2500 DH .Il paie deux apprentis –menuisiers 500 DH chacun. Le loyer mensuel qu'il doit mensuellement au propriétaire du local qu'il occupe s'élève à 2000 DH .Il paie aussi 5000 DH d'impôts, et garde en réserve 2500 DH pour amortir une scie électrique achetée récemment. Le montant des ventes(ou chiffre d'affaires) est de 100 000 DH. Calculons la valeur ajoutée par l'entreprise ,l'EBE et le profit de celle-ci.

• B- La VA est la base de calcul du PIB

1- Le calcul du PIB (approche production)

- Au niveau d'un pays la mesure de l'activité économique s'effectue par le PIB (produit **le produit intérieur brut** se calcule à partir de la **somme des valeurs ajoutées** réalisées par les entreprises.
- Le PIB mesure la somme des valeurs ajoutées des unités résidentes.
- **PIB = Somme des valeurs ajoutées + impôts sur les produits – subventions sur les produits**

- 2-Exemples d'application

- Exemple 1

Dans une économie fictive il n'ya que deux entreprises, l'entreprise A et l'entreprise B. L'entreprise A produit de la feutrine et paye ses travailleurs à 800 UM pour le faire, elle la vend pour 1000 UM à l'entreprise B qui produit des chapeaux. L'entreprise B achète de la feutrine pour 1000 UM pour produire ses chapeaux qu'elle vend à 2700 UM :pour cela ,elle utilise des machines et emploie des machines dont l'amortissement s'élève à 400UM et des travailleurs qu'elle paie à 400 UM .

a-calculer la valeur ajoutée de l'entreprise A et de l'entreprise B et leur bénéfice respectif.

b-Quel est le PIB de cette économie ?

- Exemple 2

Exemple 2

Soit le tableau suivant qui indique les données statistiques relatives à l'économie marocaine entre les années 2015 et 2017

Sources : Le Maroc en chiffres, HCP 2018

Operations	Année 2017	Année 2016	Année 2015
Valeur ajoutée au prix de base	940605	894931	873979
Impôts sur les produits nets de subventions	122692	118628	113971
PIB	?	?	?

- **TAF**

a-Calculer le PIB pour chaque année;

b-Quelle est la proportion de la valeur ajoutée dans le PIB pour chaque année ?

c-Calculer le taux de variation du PIB entre les années 2015 et 2017.

- **Calcul des PIB nominal et réel.**

Le PIB comprend l'ensemble des BS à usage final, ceux-ci étant comptabilisés en fonction de leur valeur de marché, qui dépend elle-même des prix en cours de ces BS, c.-à-d. des prix observés pendant la période considérée. Parce qu'il dépend des prix en cours, le PIB est qualifié de nominal

Voir P34 L2S3 (UFR Histoire) Introduction à l'économie . Notes de cours eco. gle notes pdf

VOIR aussi ci après page n°193 et suivantes

● Chapitre II: Le système productif

La production est réalisée par des unités de production offrant une grande diversité au sein du système productif constitué par l'ensemble des agents économiques.

Depuis un certain nombre d'années ce système a connu un processus de concentration et d'internationalisation particulièrement important.

Section: La notion de système productif

A- Définition

Le système productif est l'ensemble structuré des agents économiques qui ont une activité de production c'est-à-dire qui crée des biens et services destinés à satisfaire des consommations individuelles ou collectives. Les deux agents principaux sont l'État et les entreprises.

La production est la base des relations économiques. Par leur production, les entreprises créent des richesses réparties dans l'ensemble de l'économie sous forme de salaires, profits, investissements ou placements.

Les administrations publiques les secondent en proposant des services non marchands.

B- le découpage du système productif

Pour analyser le système productif ,il est nécessaire de regrouper les entreprises en fonction de leur activité.

Toutefois celles-ci ont très souvent des activités de nature différentes. Par exemple, une entreprise de transport routier qui a pour activité principale le transport de passagers peut également avoir une activité secondaire de fret, de messageries de réparation...

Face à la diversité des activités, les entreprises peuvent être regroupées par branches ou par secteurs.

1-*Les notions de branche et de secteur*

- La comptabilité nationale propose deux solutions à la classification des entreprises en termes d'activité de branche et de secteur:

Branche et secteur d'activité

Classification	Définition	caractéristiques	Exemple
Branche	une branche regroupe l'ensemble des unités de production qui ont la même activité et produisent la même catégorie de produits.	regroupe les unités de production homogènes	La branche automobile, Industrie agroalimentaire construction mécanique
Secteur	un secteur regroupe l'ensemble des unités de production qui ont la même activité principale , mesurée par le chiffre d'affaires réalisé.	L'activité d'un secteur n'est pas homogène et comprend des productions de biens ou services secondaires qui relèvent d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré	Le secteur des transports secteur des mines, secteur de l'énergie, etc.

2- les secteurs d'activité

Deux économistes (Jean FOURASTIE et Colin CLARK) ont distingué 3 secteurs d'activités dans l'économie que nous résumons dans le tableau suivant:

- Certains auteurs distinguent aujourd'hui un secteur quaternaire qui regroupe les services liés aux technologies de l'information et à la communication
- La distinction en trois secteurs est très controversée. On peut trouver un certain nombre de limites :
 - l'évolution technologique (l'informatique notamment) est venue gonfler fortement le secteur tertiaire (on parle de tertiarisation de l'économie) ce qui rend ce classement un peu obsolète.
 - la tertiarisation de l'industrie : les nouvelles technologies créent de nouveaux métiers de service et l'accroissement de la concurrence, nécessite d'offrir plus de services à la clientèle.

- - l'industrialisation des services :les services utilisent de plus en plus de supports industriels pour accroitre leur productivité(informatique télécommunication..)
- - la définition du secteur primaire ne correspond plus à la réalité ,les activités minières par exemple n'y font plus partie mais du secteur secondaire.

- C- les composantes du secteur productif

Pour satisfaire les besoins de la population les agents économiques créent des biens et des services. Ce rôle incombe normalement aux entreprises. Cependant ,l'Etat ou plus précisément le secteur public se substitue parfois aux entreprises ou complète leur rôle.

1- le secteur public productif et son rôle

Le secteur productif est composée des entreprises dont le capital est détenu en totalité ou en majorité par l'Etat et qui produisent des biens et services marchands

Entre les mains de l'Etat , l'entreprise publique est un puissant instrument auquel sont assignés de nombreuses missions.

Primaire	Secteurs qui regroupent les activités liées directement à la transformation du milieu naturel.	Agriculture, élevage ,pêche, activités forestières, mines ...
Secondaire	Secteur composé des activités ayant pour fonction de transformer les matières premières en biens de consommation finale ou en production intermédiaire.	Activités industrielles, énergétiques , bâtiment, travaux publics(BTP)...
Tertiaire	Secteurs recouvrant toutes les activités de services.	Commerce, distribution transports, assurances, banques, activités des administrations télécommunications...

Les entreprises publiques

Missions
économiques

Missions sociales





● Définitions :

- Valeur = Les données sont en « valeur » ou « nominales » lorsqu'elles sont exprimées en « prix courants ».
- Volume = Les données sont en « volume » ou « réelles » lorsqu'elles sont exprimées en « prix constants ».
- Les prix courants correspondent aux prix des produits ou à l'indice des prix d'un moment donné (du jour, du mois, de l'année).

Les prix constants correspondent aux prix des produits ou à l'indice des prix d'une année de référence.

- Déflater consiste à éliminer la hausse des prix pour mesurer
- une grandeur en passant du prix courant au prix constant. **Calcul**
- Valeur = Quantités x prix courant
- Volume = Valeur/indice des prix courants x Indice des prix de l'année de référence (prix constant).
- Volume = Valeur x coefficient multiplicateur des prix
- Coefficient multiplicateur des prix = Indice des prix de l'année de référence/Indice des prix courants
- **Exemple :**

Années	1996	2006
Revenu nominal mensuel en € courant	2000	2200
Indice des prix (100 = 1995)	103	120

- **Lecture** :
- Le revenu réel de 1996 ou en euros constants de 2006 = $2000/103 \times 120 = 2000 \times 1,165 = 2\,330$ € de 2006.
- En 1996, le revenu réel évalué au prix de 2006 était de
- 2 330 €. En d'autres termes, le pouvoir d'achat ou revenu réel a diminué de 6% alors que le revenu nominal à prix courant (celui qui est inscrit sur la feuille de paye) a augmenté de 10%.
- · 3ème cas = La hausse des prix entre 1996 et 2006 (+ 16,5%) a fait
- baisser la valeur de la monnaie. Pour avoir l'équivalent de 1000 €
- 1996 en 2006, il me faut $1000 \times 1,165 = 1165$ €.
- **Erreur à ne pas faire** On ne peut jamais comparer ou calculez des taux de variation de grandeurs exprimées en valeur. Il faut toujours éliminer la variation des prix et raisonner à prix constants.



Chapitre II: La répartition des revenus

La production réalisée au cours d'une période donne lieu à des versements de revenus permettant de rémunérer le travail et le capital. Cette première répartition est source de conflits, et est inégalitaire. La redistribution vient corriger ces inégalités.

Section I: la répartition primaire des revenus

- La richesse créée dans les entreprises est à l'origine de la formation des revenus des ménages ayant participé à la production par leur activité ou leurs apports de capital.
- La répartition de cette richesse créée par les agents ayant participé à la production est appelée **répartition primaire** ou **fonctionnelle**.

A- les différents types de revenus des ménages

- On distingue trois types de revenus primaires des ménages selon leur origine :
 - Les revenus d'activité ou de travail : ils rémunèrent une participation directe à la production . Ils englobent les salaires et les revenus liés à l'exercice du travail non salarié du travailleur indépendant.
 - Les revenus de propriété ou revenus du capital, correspondent à la mise à disposition d'un autre agent d'un capital ou d'un patrimoine.

- Ils rémunèrent les agents ayant fournis un capital financier(prêteurs qui touchent un intérêt ,actionnaires percevant un dividende) ou du capital physique (propriétaires fonciers ou immobiliers rémunérés par un loyer).
- Les revenus mixtes proviennent d'entreprises individuelles ;ils concernent les activités commerciale, artisanale , agricole ou libérale .

Ils sont ainsi appelés car ils rémunèrent à la fois une activité ,le travail des entrepreneurs individuels ,et un capital dont la propriété est indispensable à l'exercice de l'activité.

Le revenu primaire des ménages inclut l'ensemble de ces revenus.

Ils rémunèrent tous une contribution à l'activité économique soit directe (revenu d'activité salariée ou non) soit indirecte (revenus de placements mobiliers et immobiliers).

B- la formation des revenus de l'activité

Les revenus de l'activité comprennent les **revenus salariaux** et les **revenus non salariaux**.

1- les revenus salariaux:

a-définition

Les revenus salariaux représentent la rémunération versée par un employeur à son salarié en contrepartie du travail fourni.

Quand on parle de salaire on doit distinguer les notions:

- de **salaire nominal** :est celui inscrit sur la fiche de paie c.à.d. sa valeur en quantité ou en unités monétaires. (quantité de monnaies reçue).
- de **salaire réel** : est le salaire nominal auquel on a retranché les effets de l'inflation c à d la de la hausse des prix. Le salaire réel permet ainsi d'estimer le **pouvoir d'achat** (quantité de biens que le salaire permet d'acheter);
- Et de **coût de travail** correspondant aux sommes versées par l'employeur (salaires brut +cotisations patronales).

➤ **Le salaire brut** :c'est une expression comptable qui désigne la rémunération à laquelle a droit un salarié pour un travail accompli .

Cette rétribution inclut les indemnités ,les avantages en nature ou en argent, le salaire de base et les primes etc. Elle est calculée avant toute retenue fiscale ou sociale.

Le salaire brut est généralement fixé dans le contrat de travail

➤ **Le salaire net**: est le salaire perçu par le salarié après déduction de toutes les cotisations salariales sociales(versées à la sécurité sociale) dont la CNSS et l'AMO et la retenu fiscale pour le Maroc par exemple .

● *b-la formation du salaire*

La formation du salaire dépend de plusieurs facteurs:

- La situation sur le marché de travail : toute hausse du taux de chômage a tendance à ralentir la hausse du niveau de salaire;
- La localisation de l'entreprise ou le secteur d'activité;
- Les négociations collectives et l'action des syndicats : accords fixant les salaires et pression syndicale pour maintenir ou augmenter le niveau de salaire.

- l'intervention des pouvoirs publics: fixation d'un salaire minimum(SMIG), fixation des revenus versés aux fonctionnaires;
- les caractéristiques personnelles du salarié (niveau de diplôme ,qualification professionnelle, âge ,...etc.)
- le salaire nominal doit tenir compte du niveau des prix: le salaire réel baisse lorsque la hausse des prix est plus élevée que le salaire nominal.

- Si par exemple le salaire nominale augmente de 5%, et le taux de l'inflation est de 10%, notre salaire a moins de pouvoir d'achat qu'il n'en avait avant, car les prix ont augmenté plus vite que notre salaire.
- Résultat: notre salaire nominal a bien augmenté, mais le salaire réel, lui a baissé, tout comme notre pouvoir d'achat.

2- les revenus non salariaux

Les revenus non salariaux concernent les revenus issus d'une activité qui ne génère pas de revenus réguliers. Il s'agit des revenus des professionnels indépendants que l'on classe généralement en deux catégories:

- **Le revenu des entrepreneurs individuels** .Il peut provenir de sociétés ou d'entreprises individuelles et fait souvent corps avec le patrimoine . C'est le cas des commerçants ou des agriculteurs ou des artisans par exemple .

Leur revenu est appelé revenu mixte ou **BIC** (bénéfice industriel ou commercial). Ce type de revenu se caractérise par son irrégularité.

➤ **Le revenu des professions libérales** : Il provient de l'exercice de leur activité (intellectuelle, professionnelle, artistique...) . C'est le cas des médecins, avocats ,notaires ,des experts comptables.. etc.

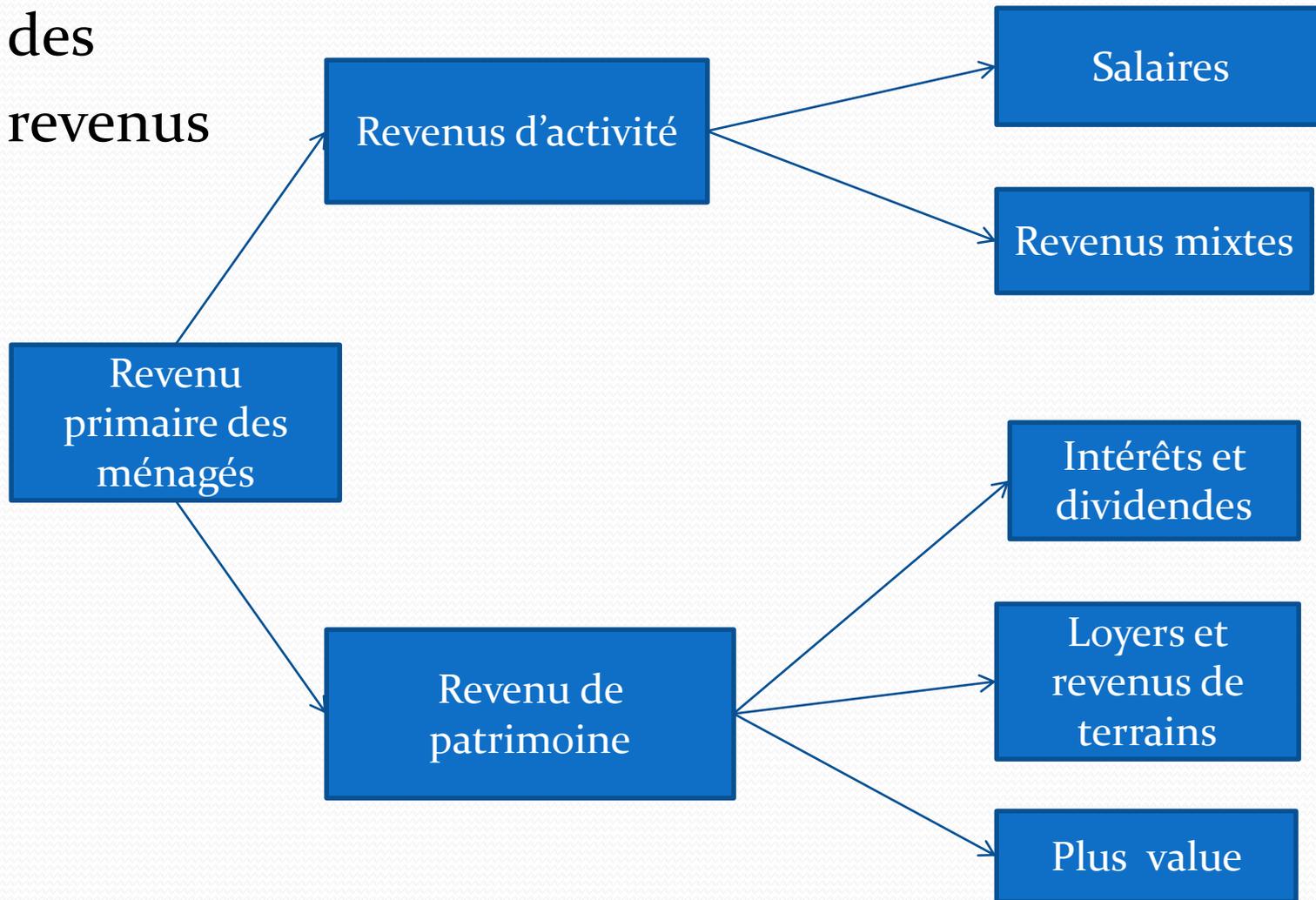
Ces professions sont rémunérées sous forme **d'honoraires** et se détachent très nettement des autres catégories sociales par l'importance de leurs revenus.

C- les revenus de la propriété

- Les revenus de la propriété ou du capital se composent principalement des intérêts et dividendes , des revenus de la terre et des immeubles(loyer) , et des actifs financiers (actions, placements..).
- L'ensemble de ces biens et actifs financiers possédés par un agent constitue son patrimoine .Il peut l'utiliser pour son usage domestique (habitation) ,à des fins professionnels(magasins, bureaux) ou le prêter en partie en échange d'un revenu(terres ,immeubles)
- Les salaires ne sont donc pas les seuls revenus des ménages, qui peuvent aussi bénéficier de loyers, d'intérêts et de dividendes.

• La répartition

des
revenus



• D- les conflits issus de la répartition primaire

On l'a vu la valeur ajoutée est répartie entre les salariés (salaires), l'entreprise (EBE) et l'Etat (les impôts). Il en résulte un conflit qui oppose les salariés qui aspirent voir leurs salaires augmenter et les entrepreneurs qui cherchent à accroître leurs profits.

D'autres conflits se posent dans le partage de l'excédent brut d'exploitation: les apporteurs de capitaux souhaitent une rémunération élevée de leurs apports (les dividendes) et l'entreprise qui souhaite développer sa capacité d'autofinancement en gardant des bénéfices non distribués.

Section II: les inégalités de la répartition

- La répartition des revenus est très inégalitaire. Cette inégalité tient tant aux salaires perçus par les ménages qu'à la propriété du patrimoine.

A- les inégalités des salaires

- La mesure des inégalités porte surtout sur les salaires car ils constituent l'essentiel des revenus d'activité des ménages.
- Les inégalités des salaires concernent une population importante des actifs. (80% des actifs en France sont salariés ,au Maroc leur proportion représente moins de 50%).
- Les disparités de salaires peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs:

Les inégalités de salaires

Individuelles

Qualification
-c'est la cause essentielle de l'inégalité
-Le rapport entre le salaire moyen d'un ouvrier et un ingénieur est très élevé

Age, sexe

-L'ancienneté, l'expérience, la position hiérarchique expliquent la différence de salaire par âge
- Existence d'une discrimination salariale : les femmes sont moins payées que les hommes pour un travail équivalent

Collectives

Taille de l'entreprise ; secteur d'activité .
-Les salaires sont plus faibles dans les PME que dans les grandes
- Certains secteurs en expansion versent des salaires élevés .

Regions d'implantation
-Les salaires peuvent varier selon la localisation des entreprises
-le coût de la vie et les situations du marché de travail expliquent les écarts régionaux de salaires.

- Aux disparités de salaires s'ajoutent des disparités en termes de compléments de salaires : avantages en nature , primes, participation, intéressement, 13^e mois, etc..

B- les inégalités de patrimoine

- Le patrimoine d'un agent économique ,un ménage par exemple, est l'ensemble de ses avoirs et de ses dettes à un moment donné.
- Les avoirs sont composé d'**actifs financiers** (actions, obligations ,livret d'épargne..)et d'**actifs non financiers**(terres agricoles ,terrains , immeubles...).

- Les dettes sont, elles composées d'emprunts bancaires , de crédits à la consommation , par exemple.

- Les inégalités de revenus de la propriété ,ou du patrimoine dépendent forcément des inégalités du patrimoine . Un patrimoine important permet d'obtenir des revenus conséquents ,de même que des revenus élevés autorisent la constitution progressive d'un patrimoine.
- Aux inégalités proprement économiques s'ajoutent de nombreuses inégalités sociales(inégalités de niveau de vie, inégalités devant les risques de chômage ou de maladie..), qui sont en partie le résultat des inégalités de revenu et de patrimoine.

Section III: la redistribution des revenus

Le mécanisme de redistribution consiste à prélever des sommes (impôts et cotisations) sur les revenus du ménage ,pour effectuer ensuite une nouvelle distribution de revenus appelés **revenus de transfert**.

A- Les objectifs de la redistribution

La redistribution a de nombreuses finalités :

- Corriger les inégalités jugées trop fortes au niveau de la répartition primaire (on parle de redistribution verticale);
- Maintenir les ressources d'agents frappés par des risques tels que la maladie , le chômage (prestations de chômage et indemnités) .

- Reporter certaines ressources dans le temps; dans le cas des retraites ; il y a paiement préalable d'une cotisation puis versement d'une pension.
- Mettre à la disposition de chacun des services publics non marchands financés par la collectivité et nécessaires au fonctionnement de celle-ci(éducation, routes, hôpitaux ,police..etc.)

B- Le système de la redistribution

- Trois acteurs jouent un rôle essentiel dans la redistribution des revenus : **l'Etat , la sécurité sociale auxquels s'ajoutent des mutuelles , des caisses de retraite complémentaires et les collectivités locales .**
- Ils effectuent des prélèvements sur les revenus primaires (impôts et cotisations sociales) et en contrepartie reversent des revenus dits de transferts ou fournissent des services gratuits .

- Ce sont essentiellement les organismes de sécurité sociale (CNSS, mutuelles , caisse de retraite..) qui assurent la fonction de protection sociale.
- L' Etat et les collectivités locales eux remplissent surtout deux rôles : la correction des inégalités à travers les impôts et la fourniture des services non marchands.

C- Les instruments de la redistribution

- Les instruments utilisés pour effectuer la redistribution sont d'une part les **prélèvements obligatoires** et les **revenus de transferts** d'autre part .

- 1- les prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont constitués des impôts et des prélèvements sociaux.

a- les impôts à la charge des ménages

- Les impôts qui sont à la charge des ménages sont de deux sortes:
- **Les impôts directs sur le revenu et le patrimoine**
(I.R ,impôts de solidarité, impôts locaux: d'habitation; fonciers...)
- **Les impôts indirects sur la consommation**
notamment la TVA ou la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers ...).

b- les prélèvements sociaux

- Il s'agit des **cotisations sociales** prélevées par les organismes de sécurité sociale et des caisses de retraite.
- Les cotisations sociales se classent en deux catégories:
 - Les cotisations supportées par les salariés et calculées sur les salaires bruts (pour 1/3).
 - Les cotisations des employeurs payées par l'entreprise (pour les 2/ 3) . Elles permettent le financement de la protection sociale.

2- les revenus de transfert

En contrepartie des impôts et cotisations sociales qu'ils versent les ménages reçoivent **des revenus de transfert ou prestations sociales.**

Celles -ci sont destinées à aider les famille ,et à compenser les pertes de revenus liées au chômage , à la maladie, à la maternité , aux accidents de travail ou à la vieillesse.

Les prestations sociales sont versées par l' Etat , les collectivités locales ,les caisses de sécurité sociale ou d'assurance maladie ou d'assurance vieillesse.

La prise en compte du revenu de transfert dans le budget d'un ménage permet de calculer le **revenu disponible**.

Le revenu disponible est le montant des revenus de l'année qui reste à la disposition des ménages, une fois l'impôt sur le revenu acquitté pour consommer ou épargner.

- Il est égal au revenu primaire amputé des impôts directs et de cotisations sociales et au quel on a ajouté les prestations sociales.
- **Revenu disponible = revenu primaire - prélèvements fiscaux et sociaux + revenus de transfert.**

Chapitre IV : La consommation et l'épargne

- Le revenu disponible d'un ménage sert d'abord à acheter les biens et /ou services qui vont satisfaire directement les besoins (se nourrir, se vêtir, se déplacer, se cultiver ...).
- Ces achats constituent les dépenses de consommation du ménage .
- Ce qui n'a pas été dépensé pour la consommation d'une période (mois, année,) constitue l'épargne de cette période.

- La consommation et l'épargne se présentent sous des formes diverses et sont déterminées par un ensemble de facteurs psychologiques, économiques et sociologiques.

Section I : La notion de consommation

A- Nature et formes de la consommation

1- définition

- Utiliser du pain pour se nourrir, aller à la faculté ou à l'école pour étudier, prendre le bus pour y aller, ou se promener dans un jardin public est un acte de consommer.
- La consommation désigne donc l'usage d'un bien ou d'un service.
- Elle peut être définie comme l'emploi d'un bien ou d'un service à la satisfaction d'un besoin impliquant la destruction de ce bien ou de ce service.

2-les différentes formes de la consommation

- On distingue deux grands types de consommation : **la consommation productive** et **la consommation finale**.
- **La consommation productive** participe directement ou indirectement à un processus de production.
Elle désigne l'utilisation d'un bien ou d'un service pour produire un autre bien ou service. Elle se décompose en:

- **Consommations intermédiaires**, qui sont les biens et services détruits ou transformés lors de la production .Utiliser, par exemple, des matières premières pour produire un bien final, est un acte de consommation productive.
- **Consommations de capital fixe** qui est la dépréciation subie par le capital fixe par usure ou obsolescence.
La consommation productive est le fait des entreprises.

➤ **la consommation finale** désigne l'utilisation immédiate d'un bien ou d'un service en vue de satisfaire les besoins des individus .

Elle contribue à la satisfaction immédiate d'un besoin chez l'utilisateur.

La consommation finale, contrairement à la consommation productive n'engendre pas d'autres biens et services.

- Elle est le fait des ménages puisqu'elle est liée à leurs revenus .
- Les ménages consomment principalement :
 - des biens, c'est-à-dire des produits manufacturés ou agricoles finis et reproductibles et stockables;
 - des services, c'est-à-dire des prestations en travail directement utiles à l'utilisateur sans transformation de matière ,immatériels et non stockables .

3- les biens et services marchands et non marchands

- La consommation finale des ménages se compose de **consommation marchande et non marchande.**
- **La consommation marchande** concerne généralement l'usage des biens et services produits par les entreprises et achetés par les ménages sur un marché ou auto consommés
(produits des jardins familiaux et logements utilisés pour eux-mêmes par leurs propriétaires).

➤ **La consommation non marchande .**

Elle comprend les services non marchands qui sont fournis gratuitement par les administrations : enseignement, santé, éclairage public, loisirs culturels et sportifs.

Cette consommation de services gratuits est aussi appelée **consommation de services non marchands**.

- La consommation des biens et services marchands et de services non marchands conduisent à la **consommation élargie**.

- ✓ En fonction des besoins à satisfaire (alimentation, habillement, logement, éclairage, ameublement, équipement ménager, santé, transport et communication, éducation, loisirs et culture).
- ✓ Le critère collectif/individuel. La consommation peut prendre la forme d'une consommation individuelle ou collective .
 - La consommation individuelle est une consommation qui correspond à la satisfaction directe des besoins individuels d'un consommateur.

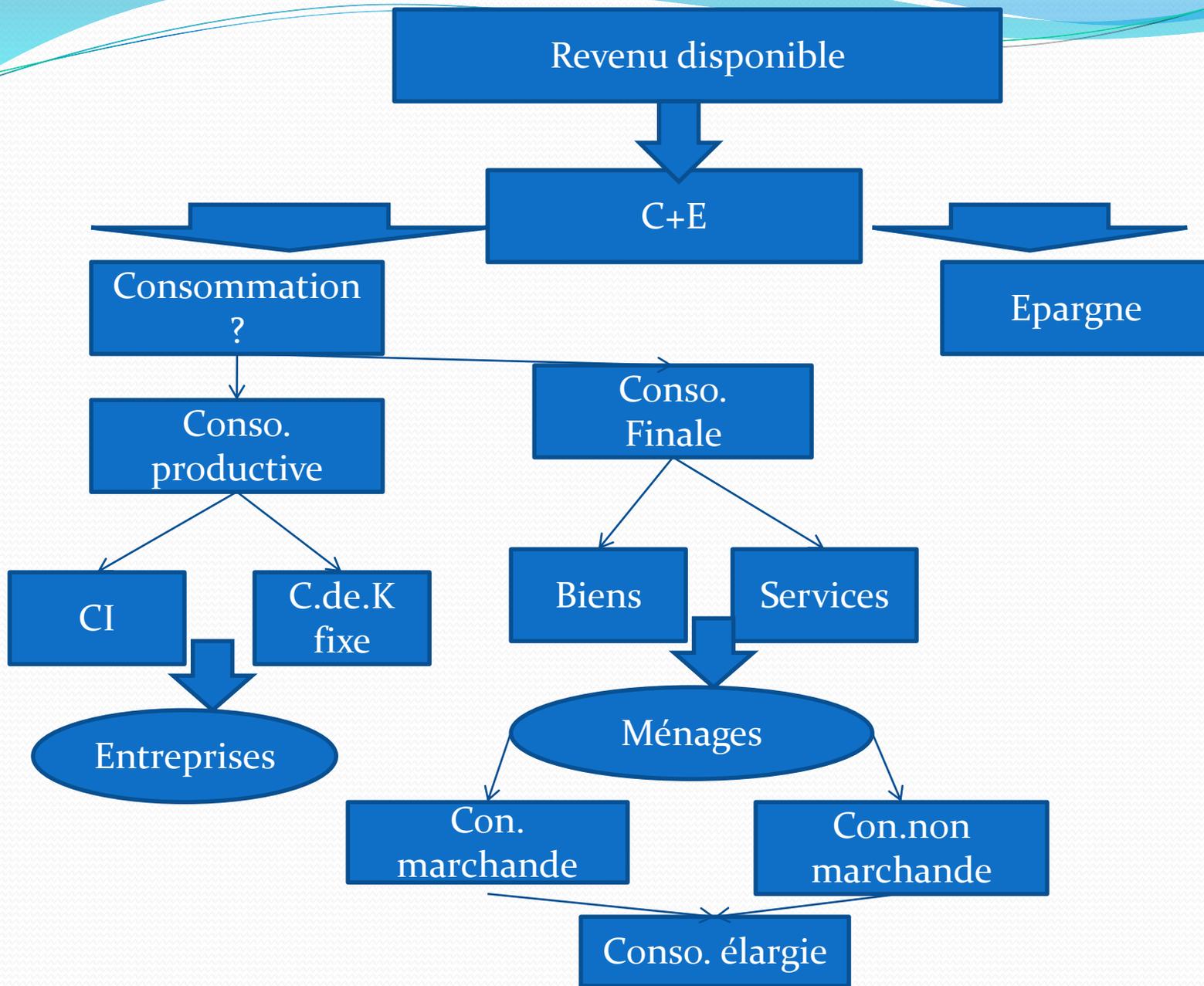
La consommation individuelle, implique que l'usage d'un bien par un agent exclut les autres individus du même usage au même moment .

- -La consommation collective, c'est-à-dire que le bien fait l'objet d'une consommation par plusieurs personnes en même temps ,sans rivalité ni exclusion.

Elle correspond à la consommation de services non marchands produits par les administrations publiques et mis gratuitement (ou quasi-gratuitement) à la disposition des ménages, comme l'éducation nationale ou l'éclairage public..

- Il s'agit aussi de certains services collectifs marchands (matches de sports, concerts , cinéma...).

Ce type de consommation est dit consommation collective parce qu'elle profite à tous les citoyens.



B- Les déterminants de la consommation

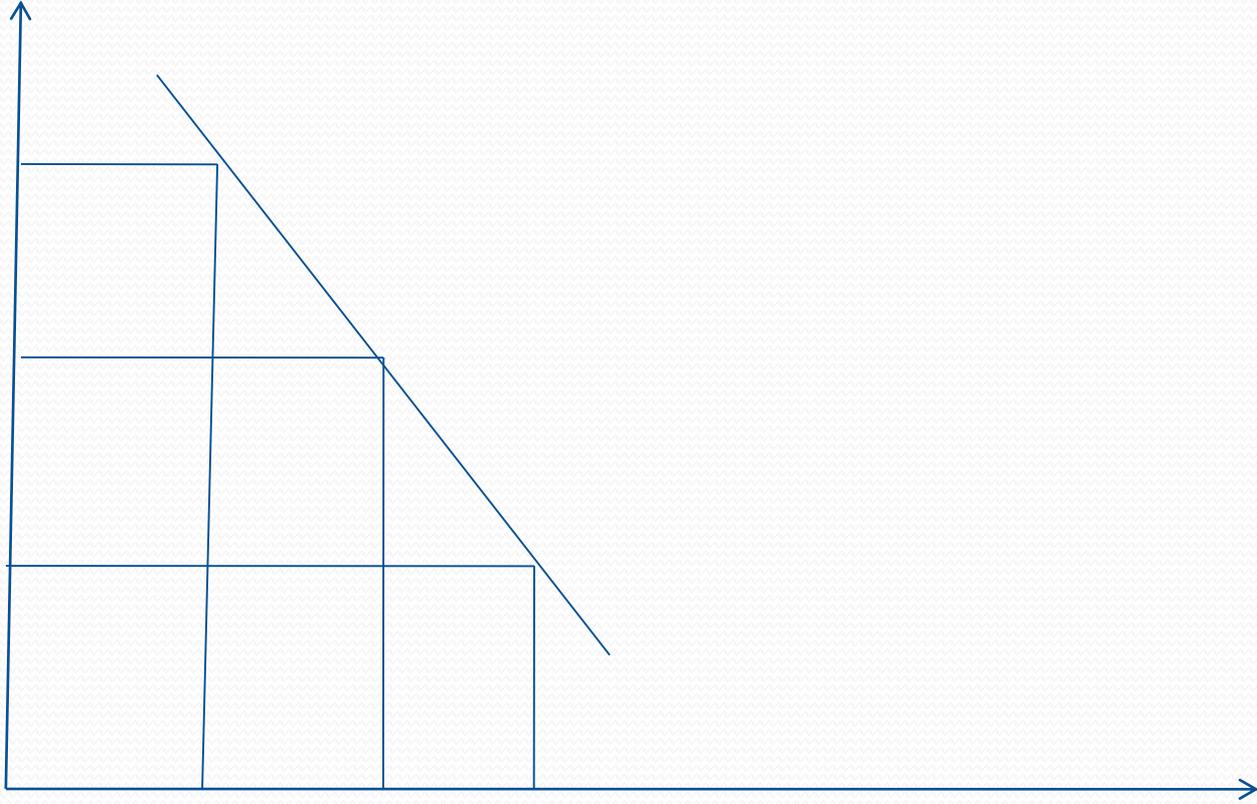
- Les choix effectués par les consommateurs en ce qui concerne la demande des biens et services sont étroitement liés au **prix des produits** et aux **revenus** dont disposent les ménages.

1- Le prix des biens et services

a- La demande en fonction du prix

- Pour la plupart des biens, la demande diminue si le prix augmente, et inversement . C'est la **loi de la demande**.
- Les intentions d'achat du consommateur en présence de différents prix , permet de tracer la courbe de la demande d'un bien donné.

• P



Q

- la courbe de demande décrit les dispositions des acheteurs en fonction du prix, c.-à-d. qu'ils sont prêts à acheter pour chaque niveau du prix.
- Elle décrit une relation entre prix et quantité .
- Plus le prix est bas, plus le consommateur est décidé à acheter une grande quantité du bien considéré, la courbe de la demande est décroissante.

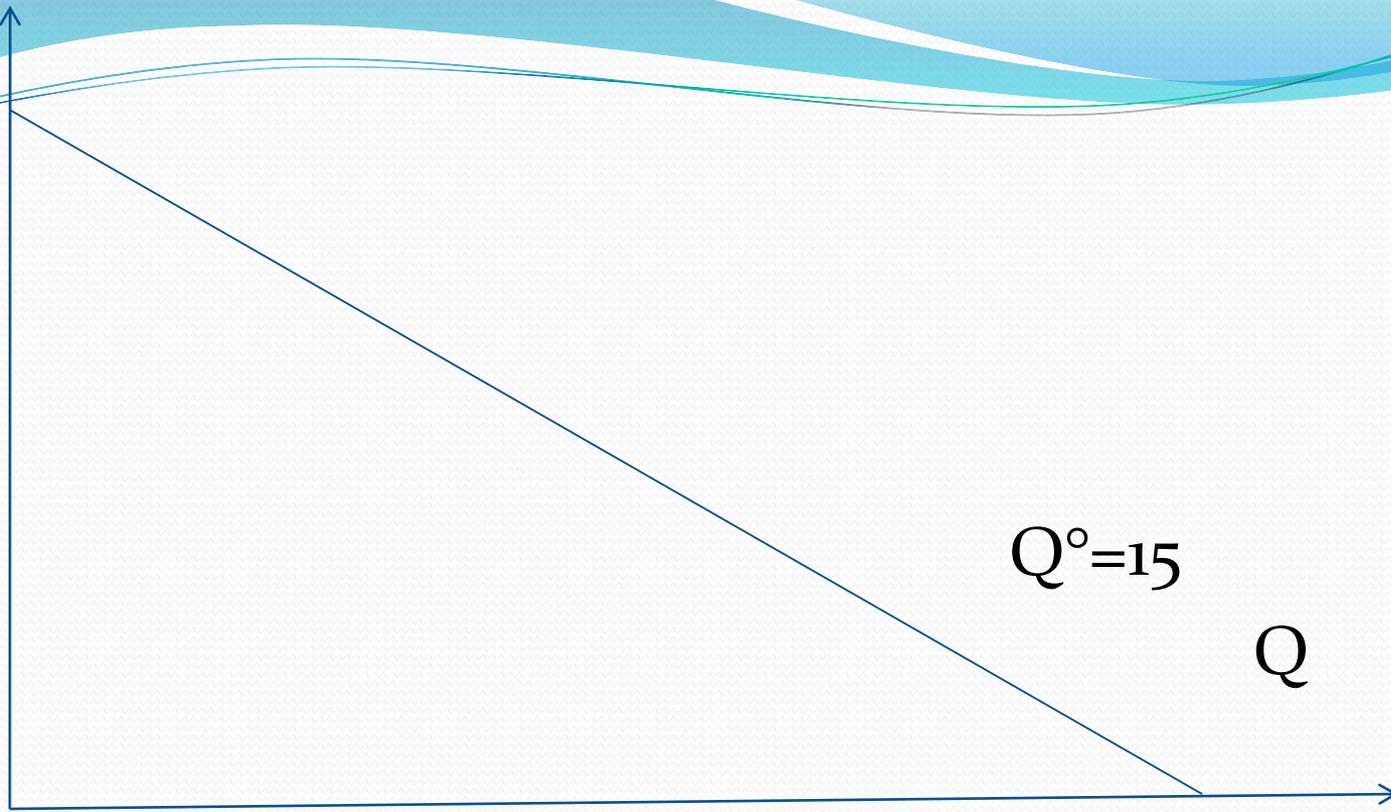
- Exemple d'application

- Le tableau suivant indique les dispositions des consommateurs des pots de yoghourt en fonction du prix:

Prix d'un pot de yoghourt	Quantité demandée
0	15
1	12
1,5	10
2	8
2,5	6
3	4
3,5	2
4	0

• P

$P^{\circ}=4$



Le graphique décrit une relation inverse entre prix et quantité demandée : si le prix augmente , les acheteurs sont disposés à acheter moins ou se retirent du marché.

b -L'élasticité de la demande par rapport au prix

- Lorsque le prix d'un bien augmente de 3% par exemple , la quantité demandée du bien va surement baisser ,mais dans quelle proportion? De 3%, 5% ou X%?
- Pour mesurer cette proportion on utilise la technique de **l'élasticité de la demande par rapport au prix.**

- L' élasticité de la demande par rapport au prix ou l'élasticité-prix de la demande est le rapport entre le taux de variation de la quantité demandée d'un bien et le taux de variation du prix .
- Elle est donnée par la formule:
$$e_{D/p} = \frac{\text{variation de la quantité demandée en \%}}{\text{Variation du prix en \%}}$$
- Le coefficient de l'élasticité –prix de la demande mesure la sensibilité de la demande à la variation du prix.

- L'effet du prix sur la consommation d'un bien est en général négatif, ce qui signifie que lorsque le prix d'un bien augmente, les consommateurs sont incités à utiliser moins ce bien.
- On dit que la fonction de ce bien est une fonction décroissante de son prix.
- Dans ce cas l'élasticité –prix est négative ; et c'est le cas le plus courant.

- Exemple d'application

- Le prix d'un bien augmente et passe de 6UM à 12 UM , alors que la quantité baisse , comme l'indique le tableau suivant ;

prix	quantité
6 UM	112
12 UM	64

On cherche à calculer la proportion de cette variation en %.

Eq/p= variation relative Qt en %

- variation relative P

- $E_{q/p} = \frac{\Delta q}{q}$

- $\Delta p/p$

Effectuons les calculs :

$$\Delta q/q = ?$$

$$\Delta p/p = ?$$

2- Revenu et demande

Une hausse du revenu se traduit le plus souvent, par une augmentation de la consommation.

Néanmoins, une partie du revenu supplémentaire peut ne pas être consommée immédiatement, ce qui donne lieu à la constitution d'une épargne.

Le comportement de consommation évolue donc avec le niveau du revenu.

Ce comportement est mis en évidence par l'**élasticité-revenu de la demande**.

- Elle se détermine de la manière suivante :

ED/R= Elasticité-revenu de la demande

= variation de la demande (en %) /variation du revenu (en %)

- Trois cas peuvent se produire :
- ✓ *élasticité-revenu positive : une hausse du revenu entraîne une augmentation de la consommation du ménage.*

- ✓ *élasticité-revenu négative : une hausse du revenu entraîne une diminution de la consommation de la part des ménages.*
- ✓ *élasticité-revenu nulle : la variation du revenu n'a aucune incidence sur la consommation globale du ménage, ce qui témoigne d'un comportement d'épargne.*

• Exemple d'application

soit un ménage qui a reçu à deux périodes différentes les revenus suivants:

	Revenus du ménage	Dépenses de consommation	Epargne
Période 1	10000 dh	4000dh	6000 dh
Période 2	12 000 dh	4200 dh	7800 dh

- On cherche à déterminer le coefficient de l'élasticité-revenu et donner sa signification.

C-la structure de la consommation des ménages

a- le coefficient budgétaire

- En fonction des besoins à satisfaire, les économistes distinguent sept fonction de la consommation : alimentation, habillement, habitation, équipement ménager, soins médicaux, transports et communication, loisirs- culture- éducation et divers.
- La part exprimée en pourcentage de ces fonctions dans l'ensemble des dépenses d'un ménage s'appelle **le coefficient budgétaire**.

- Le coefficient budgétaire peut être défini alors comme le rapport à la dépense totale de la dépense consacrée à une catégorie de biens ou services particulier.
- Il mesure la part d'un type de dépense d'un individu ou d'un ménage dans l'ensemble de leur budget.
- Ainsi le coefficient budgétaire des dépenses alimentaires mesure la part du revenu consacrée aux achats alimentaires :

Dépenses alimentaires

Revenu

- Exemple : la famille de Mohammed gagne 5000 dh/mois et les dépenses de sa consommation se répartissent de la manière suivante :

Groupes de produits	Sommes consacrées En dh	Coefficients budgétaires en %
Alimentation -boisson	2000	40
habitation	1000	20
habillement	500	10
Equipement ménager	500	10
Soins médicaux-hygiène	400	8
Transport-loisirs - culture	600	12
total	5000	100

- Le coefficient alimentaire des dépenses alimentaires du ménage de Mohammed est : $2000/5000=40\%$.Il exprime la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales du ménage.
- Les coefficients budgétaires permettent ainsi de comparer les diverses dépenses de consommation entre elles et de suivre leur évolution dans le temps.
- Ils permettent aussi de comparer la structure de consommation des différentes catégories socioprofessionnelles ainsi que la structure de consommation globale entre dans les différents pays (entre le Maroc et la France par exemple).

b- les lois d'Engel

- La structure de la consommation évolue avec l'augmentation du revenu. La réaction de la consommation d'un produit aux variations du revenu a été observée en 1857 par un économiste statisticien allemand, E. Engel qui en tiré des lois, appelées **lois d'Engel**.
- Les lois d'Engel précisent que la consommation des biens et services est affectée différemment selon les produits par l'accroissement des revenus. L'une d'elle exprime une liaison classique entre la composition de la consommation et le niveau de revenu ; elle s'énonce ainsi : « **plus le revenu augmente plus la part consacrée aux dépenses alimentaires diminue** ».

- Ce qui signifie que la proportion des dépenses de nourriture baisse lorsque le revenu augmente.
- Selon cet auteur, d'une manière générale, lorsque le budget d'un ménage augmente les différents types de dépenses évoluent différemment.
- Ainsi, si la part consacrée aux dépenses alimentaires diminue lorsque le revenu augmente, celle affectée aux besoins d'éducation, de santé et de loisirs augmente par contre.

Section II : l'épargne des ménages

A- Définition

- L'épargne consiste à renoncer à une consommation immédiate en vue d'une consommation future. Elle peut être définie comme la fraction du revenu qui n'est pas consommée. Dans la littérature économique l'épargne peut recouvrir l'idée d' « économies », de « bas de laine », mais aussi la constitution d'un capital ou d'un patrimoine.
- -L'épargne des ménages est la partie du revenu qui n'a pas été consommée :
- **Épargne =revenu disponible- consommation**

Le taux d'épargne est le rapport d'épargne au revenu disponible: E/RD

• B- les formes de l'épargne

L'épargne peut se présenter sous différentes formes :

- ✓ Epargne financière : épargne affectée aux placements financiers .Elle se compose de l'épargne monétaire (monnaies, dépôts à vue) de l'épargne liquide (livrets d'épargne, épargne logement, comptes à termes et bons de caisse), les valeurs mobilières.
- ✓ Epargne non financière : elle est assimilée à l'investissement immobilier .Elle inclut les investissements immobiliers (les logements des ménages) et les investissements des entrepreneurs individuels.

- ✓ Epargne financière thésaurisée : épargne liquide (espèces et comptes bloqués) conservée par les ménages et retirée du circuit économique.

C- les motifs de l'épargne

- On peut observer plusieurs motivations à l'épargne :
- ✓ l'épargne de précaution ou de sécurité : l'épargne permet de se prémunir contre les risques de réduction de revenu .Pour faire face à des risques futurs (la maladie, la retraite), le ménage (ou l'individu) épargne une partie de son revenu pour l'utiliser plus tard.

- ✓ le placement : l'épargne permet d'obtenir des revenus issus de placements financiers. L'individu confie son épargne au système financier pour en tirer un rapport (livret d'épargne, actions, obligations).
- ✓ la constitution d'un patrimoine : le patrimoine permet d'obtenir un revenu (patrimoine de rapport), d'éviter des dépenses (patrimoine immobilier pour se loger) ..
- ✓ -la spéculation : les agents conservent des liquidités car ils cherchent à profiter des fluctuations naturelles du marché pour réaliser un bénéfice.

La relation entre l'épargne et le revenu est mesurée par deux ratios :

-la propension moyenne à épargner= $\frac{\text{Epargne}}{\text{Revenu}}$

- la propension marginale à épargner:

$\frac{\text{Variation de l'épargne}}{\text{Variation du revenu}}$

- Celle-ci indique que plus que l'on devient riche et la part relative de l'épargne dans le revenu est importante.

- Exemple d'application
- Reprenons l'exemple plus haut et calculons l'élasticité de l'épargne par rapport au revenu.

	Revenus du ménage	Dépenses de consommation	Epargne
Période 1	10000 dh	4000dh	6000 dh
Période 2	12 000 dh	4200 dh	7800 dh



Deuxième partie : Equilibres et déséquilibres économiques : La régulation

- La régulation par le marché
- La régulation par l'Etat

- Une économie de marché est une économie où la plupart des échanges sont marchands (ils se font sur un marché).

Dans cette économie les prix sont censés se former d'après le marché c.-à-d. selon l'offre et la demande de tel ou tel produit.

C'est par un tel mécanisme de formation des prix que le marché se régule, s'informe, sur l'état de santé de l'économie. Cependant cette forme de régulation n'est pas toujours efficace.

Chapitre I: La régulation par le marché:

Dans une économie de marché, le marché serait le meilleur moyen de coordonner les décisions de tous les agents économiques .

Il est de plus doté de correction automatique des déséquilibres que peut connaître l'économie. Néanmoins ce système rencontre certaines limites.

Section I :Marchés et formation des prix

- L'ajustement en nature et en quantités entre les biens et services produits et ceux demandés est réalisé ,au moins approximativement par le marché grâce au mécanisme des prix.

A- la notion de marché

1- Définition

- Le marché est le lieu fictif(achat en ligne:) ou réel(marché de légumes) des offres et demandes d'un bien ou d'un service sur lequel va s'établir un prix.

On distingue plusieurs types de marchés .

On peut les différencier selon:

- leur objet : marché des biens et services ou marché des facteurs de production (marché de travail et marché de capitaux).

- leur localisation géographique: (marché d'un quartier ou d'une ville...)
- leur étendu : régional, national, international..
- Il y a aussi des marchés sans localisation :le marché du travail ou le marché des changes ou la bourse, par exemple.

L'organisation des marchés est différente selon les produits échangés: on distingue notamment:

Les marchés des biens de consommation durables (automobiles) semi durables (vêtements) et non durables (alimentation)

Le marchés des services:
-aux consommateurs (coiffure , soins de santé)
-aux entreprises (conseils, publicité..)

Les marchés des matières premières et de l'énergie

Les marchés des biens d'équipement (matériel BTP , machines...)

Les marchés monétaire et financier.

Le marché du travail

il existe donc différents types de marché selon la façon dont s'opère la rencontre. Dans la réalité, les marchés sont très variés .

- Nous nous intéresserons ici qu'aux marchés dits concurrentiels, qui reposent sur les hypothèses suivantes :
 - les acheteurs et les vendeurs sont nombreux et « petits » par rapport au marché, ce qui implique qu'aucun agent n'est capable d'influencer seul le prix et la quantité échangée;

- les BS échangés sur le marché sont identiques (tous les vendeurs offrent les mêmes BS).
- le marché est transparent, au sens où les agents sont très bien informés (ex : les consommateurs disposent d'une excellente information sur le BS offert, ainsi que sur les dispositions de l'ensemble des vendeurs).

Les marchés concurrentiels sont les plus simples à analyser et servent de référence, mais tous les marchés sont loin d'être concurrentiels (exemple :seule la RADEEF commercialise l'eau et l'électricité).

Sur ces marchés c'est la loi de l'offre et de la demande qui gouverne la détermination des prix et des quantités échangées .

● 2-la loi de l'offre et la demande

- **La notion d'offre** décrit les dispositions de vendre des vendeurs (ou producteurs).
- L'offre représente la quantité de biens que les producteurs sont prêts à céder contre un certain prix. La fonction d'offre dépend des coûts de production de l'entreprise, car le producteur va comparer ses coûts au prix du marché.
- **La fonction d'offre est croissante** par rapport au prix de marché. Pour un prix élevé les producteurs offrent une quantité importante de biens. En revanche pour des prix faibles ils offrent une quantité moindre.

- **La demande** représente la quantité d'un bien que le consommateur est disposé à acheter à un prix donné . Elle décrit les dispositions à acheter des acheteurs en fonction de différents déterminants(prix, revenus, goût et qualité, etc.).
- En général, la demande est **une fonction décroissante du prix** . La diminution du prix d'un bien va entraîner l'augmentation de la quantité demandée par les consommateurs et inversement.

3- L'équilibre du marché

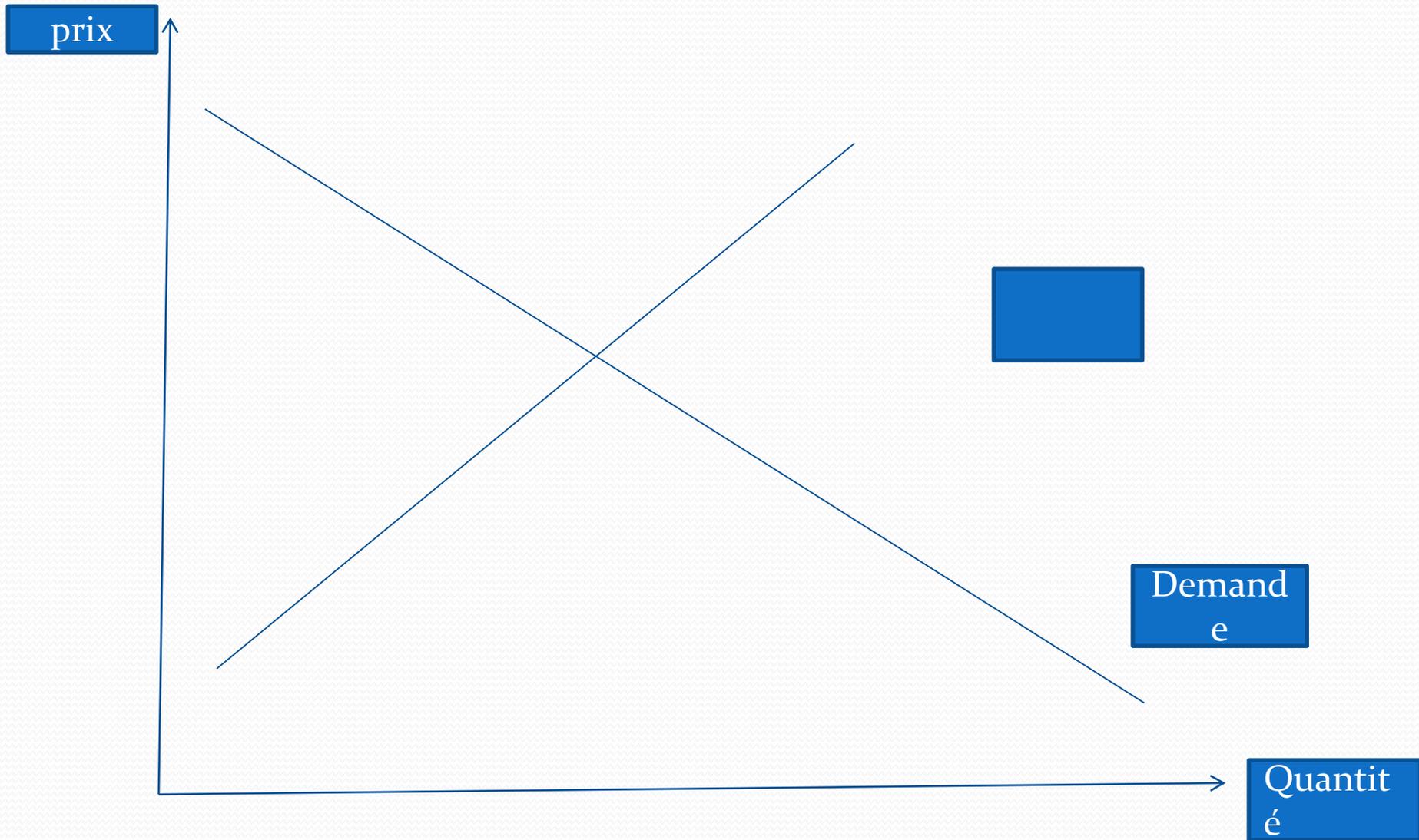
- La confrontation de l'offre et de la demande sur le marché , aboutit à la fixation d'un prix.
- Sur un marché, la demande et l'offre évoluent de façon inverse par rapport aux variations des prix.
- Le prix pour lequel les quantités offertes sont égales aux quantités demandées est **le prix d'équilibre**.

Exemple d'application

- Les intentions d'achat et de vente d'un bien quelconque en fonction des différents prix possibles sont données dans le tableau suivant. On cherche à déterminer le prix d'équilibre.

Quantités demandées	Quantités offertes	Prix unitaire
1000	6000	5
2000	5000	4
4000	4000	3
7000	3000	2
10000	1000	1

Correction de l'exercice en cours



- 4- le rôle du prix comme information économique

En économie du marché ,les prix fournissent des informations et remplissent des fonctions principales .

Ils jouent aussi des rôles -clés aussi bien pour les entreprises que pour les consommateurs.

- a- les fonctions du système des prix

Lorsque les prix se fixent librement sur les marchés ils remplissent trois fonctions principales:

Les fonctions des prix

```
graph TD; A[Les fonctions des prix] --> B[Informer]; A --> C[Inciter]; A --> D[Assurer l'équilibre];
```

Informer

les prix sont des signaux qui donnent des indications concernant la rareté relative des différents biens et services

Inciter

Une variation des prix incite les producteurs et les consommateurs à modifier leur offre et leur demande

Assurer l'équilibre

Les variations de prix permettent d'assurer l'équilibre sur chaque marché et pour l'économie en générale.

- Les prix jouent donc un rôle -clé pour les entreprises et pour les consommateurs:
 - Le rôle des prix pour les entreprises: celles –ci doivent surveiller l'évolution de deux sortes de prix :
 - les prix des produits finis: une hausse de prix révèle une demande soutenue ,accroît la rentabilité et encourage la production.
 - les prix des facteurs de production(travail, capital): une hausse de leur prix augmente le coût de production et décourage la production.

- **Le rôle des prix pour les consommateurs:**

Le consommateur confronté à une hausse significative du prix d'un produit réduit en générale la consommation de ce produit pour deux raisons:

- Il supporte une baisse du pouvoir d'achat de son revenu (**effet revenu**);

- il rapporte sa consommation sur un produit proche ,substituable (**effet de substitution**).

Inversement la baisse du prix du produit incite le consommateur à le consommer davantage.

• Section II - Les structures de marché

A- les différents types de marché

Suivant le nombre plus ou moins important de vendeurs et d'acheteurs participant aux échanges d'un bien considéré , on distingue plusieurs structures de marchés.

Offreurs	Unique	Quelques uns	Multitude
Demandeurs			
Unique	Monopole bilatéral	Monopsone contrarié	Monopsone
Quelques uns	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsone
Multitude	Monopole	Oligopole	Concurrence parfaite

1-Les marchés de concurrence pure et parfaite(CPP)

Le marché qui sert de cadre d'analyse pour les économistes néoclassiques (libéraux) est le marché de concurrence « pure et parfaite » (CPP). Ce marché se caractérise par cinq conditions:

- ✓ L' atomicité de l'offre et de la demande: il existe une multitude d'offreurs et de demandeurs qui n'ont aucun pouvoir sur le marché.
- ✓ La fluidité du marché :il n'existe pas de restriction à l'entrée et à la sortie du marché: tout agent peut y intervenir librement.

✓ La transparence : tous les agents ont une information parfaite sur les conditions de marché.

Chaque participant est parfaitement informé des quantités offertes et demandées ainsi que du prix du marché.

✓ L'homogénéité des produits : les produits sont identiques (même présentation du produit , sans emballage particulier , absence de marque , de publicité..etc.) . Ils sont donc indissociables pour l'acheteur et ne peuvent se différencier que par leur prix. La concurrence ne porte que sur les prix.

- La mobilité des facteurs de production : les facteurs de production peuvent se déplacer, de manière à ce que chaque entreprise puisse disposer des mêmes conditions de production.
- Elle peut, par exemple à tout moment entrer sur le marché ou en sortir sans que cela ne se traduise par un coût dissuasif (absence de barrières à l'entrée et à la sortie).

- Le marché de concurrence pure et parfaite est basé sur des hypothèses qui sont loin d'être vérifiées. Il décrit une structure de marché qui est rarement réalisée dans la réalité .
- C'est pourquoi l'analyse économique a déterminé d'autres types de marchés plus proches de ce qui se pratique réellement.

- 2- les marchés de concurrence imparfaite

La concurrence imparfaite est la situation la plus fréquente dans la réalité économique.

Les marchés les plus connus et qui relèvent de la concurrence imparfaite sont : **le marché monopolistique, le marché monopsonistique, le marché oligopolistique et le marché de concurrence monopolistique.**

➤ **le marché monopolistique** : il n'y a qu'un seul offreur face à une multitude de demandeurs. Il détermine donc tout seul le niveau de production et il cherche alors à maximiser son profit ; (exemple : RADEEF à Fès, ou ONCF au Maroc)

- **le marché monopsonistique** : il n'y a qu'un seul demandeur face à plusieurs offreurs. Le demandeur cherche donc à minimiser le prix. (exemple : achat par l'Etat de l'électricité des producteurs particuliers de l'électricité, ou marché de l'armement)
- **le marché oligopolistique** : il n'y a qu'un petit nombre d'entreprises qui offrent le produit face à plusieurs demandeurs (exemple : sociétés de transport au Maroc ou de messageries, concessionnaires de voitures...)

➤ **Marché de concurrence monopolistique** : cette structure de marché comprend :

- des éléments de concurrence : grand nombre de vendeurs de produits similaires face à une multitude d'acheteurs.

- des éléments de monopole : différenciation des produits pratiquée par le producteur (dessin, emballage, image de marque, améliorations de la qualité, accessoires, publicité etc.).

- Les entreprises présentes sur ce marché pratiquent une stratégie de différenciation du produit de manière à se créer une clientèle particulière (exemple : marché automobile).

Les mécanismes de marché tels qu'ils existent dans la réalité ,comportent de nombreuses insuffisances

B- les limites de la régulation par le marché

La régulation par le marché souffre de nombreuses limites.

- Son efficacité repose sur l'existence d'une concurrence pure et parfaite . Or l'imperfection des marchés est aujourd'hui la règle (existence des marchés oligopolistiques dominés par les grandes entreprises , possibilité de différencier son produit, accès à l'information inégale selon les agents) .
- De plus de l'imperfection des marchés , certains marchés, tels les marchés boursiers ou immobiliers sont fortement spéculatifs, ce qui empêche une bonne régulation par le marché.

- Les mécanismes de marché tels qu'ils existent dans la réalité ,comportent de nombreuses insuffisances:
 - la rigidités des prix: la flexibilité des prix n'est pas assurée. Par exemple les salaires sont rigides à la baisse. De même les entreprises en cas de la baisse de la demande , préfèrent parfois stocker que de baisser leurs prix.
 - Difficultés d'entrée dans la branche; il n'est pas toujours facile pour une entreprise à tout moment d'entrer sur le marché d'un produit ou en sortir sans que cela ne se traduise par un coût .

- Possibilité de différencier son produit: le marché d'un produit quelconque reçoit de nombreuses entreprises qui pratiquent une stratégie de différenciation du produit pour créer et satisfaire une clientèle particulière.

- L'ambiguïté des signaux : les signaux envoyés par les prix peuvent être ambigus. Une hausse des prix peut provenir non pas d'une hausse de la demande mais d'une hausse des coûts de revient.
- Les mécanismes de marché ne permettent pas de produire les biens publics ou les services collectifs (services non marchands).
- Les effets externes : le marché ne tient pas compte des conséquences positives ou négatives qu'ont les actions d'un agent économique sur un autre (effet externe ou externalité). Le rejet des fumées polluantes par une entreprise constitue, par exemple, une externalité négative.

B- les limites de la régulation par le marché

La régulation par le marché souffre de nombreuses limites

- son efficacité repose sur l'existence d'une concurrence pure et parfaite . Or l'imperfection des marchés est aujourd'hui la règle (existence des marchés oligopolistiques dominés par les grandes entreprises , possibilité de différencier son produit, accès à l'information inégale selon les agents) .
- De plus de l'imperfection des marchés , certains marchés, tels les marchés boursiers ou immobiliers sont fortement spéculatifs, ce qui empêche une bonne régulation par le marché.
- Les mécanismes de marché tels qu'ils existent dans la réalité ,comportent de nombreuses insuffisances:
 - la rigidités des prix: la flexibilité des prix n'est pas assurée. Par exemple les salaires sont rigides à la baisse. De même les entreprises en cas de la baisse de la demande , préfèrent parfois stocker que de baisser leurs prix.
 - Difficultés d'entrée dans la branche; il n'est pas toujours facile pour une entreprise à tout moment d'entrer sur le marché d'un produit ou en sortir sans que cela ne se traduise par un coût ;
 - Possibilité de différencier son produit: le marche d'un produit quelconque reçoit de nombreuses entreprises qui pratiquent une stratégie de différenciation du produit pour créer et satisfaire une clientèle particulière.

● Chapitre II : Les coûts de production et la maximisation du profit

Toute entreprise est confrontée au cours de son activité à des coûts de production. Ils sont d'ailleurs essentiels dans la vie de chaque entreprise puisqu'ils sont à la base de la réalisation du profit , déterminent donc largement son avenir sur le marché sur lequel elle opère .

Ils renseignent sur ses conditions de production ,sur sa situation par rapport à ses fournisseurs ainsi que sur sa position à l'égard des autres entreprises concurrentes.

Section I: Les coûts de production

Généralement, on distingue deux types de coûts de production :
le coût global et **le coût marginal**.

A: le coût global

1- les coûts fixes et les couts variables

Le coût global se décompose en **coûts fixes** et en **coûts variables**.

Les coûts fixes sont les coûts sur lesquels une entreprise n'a pas de contrôle. Ce sont ceux qu'elle doit supporter quelque soit le niveau de production. Même si elle ne parvient pas à produire un seul bien, elle doit payer le loyer par exemple, les assurances, les frais financiers, et le salaire de personnes permanentes.

Les coûts fixes sont indépendants des quantités produites et ne changent pas dans **le court terme** même si la production varie voire, s'arrête.

Les coûts variables: Ce sont ceux qui dépendent de la quantité produite. Ils évoluent avec le volume de production, et peuvent être proportionnels au niveau de production.

Ils sont habituellement attachés au capital circulant : matières premières, énergie, semi- produits et les salaires, particulièrement ceux de l'aide supplémentaire et des employés à temps partiel .

D'une manière générale les dépenses de facteurs de production et les consommations intermédiaires sont des coûts variables typiques.

2- Le calcul des coûts

On suppose qu'une entreprise doit supporter les coûts suivants pour une production P :

Production : Q	1	2	3	4	5	6
Coût fixe(CF)	200	200	200	200	200	200
Coût variable(CV)	80	140	180	260	400	600
Coût total(CT)	280	340	380	460	600	800

- **COÛT TOTAL**

Le coût total est la somme de tous les coûts: fixes et variables. $CT=CF+CV$

- **COÛT TOTAL MOYEN**

Le coût total moyen ou coût moyen est calculé en divisant le coût total (TC) par la quantité produite (Q) : $CM= CT / Q$

B- Le coût marginal

• 1-Définition

Le coût marginal est le coût supplémentaire nécessaire pour produire une unité supplémentaire . Il est calculé à la marge comme la différence entre deux niveaux successifs de coûts totaux par rapport à deux niveaux de production .

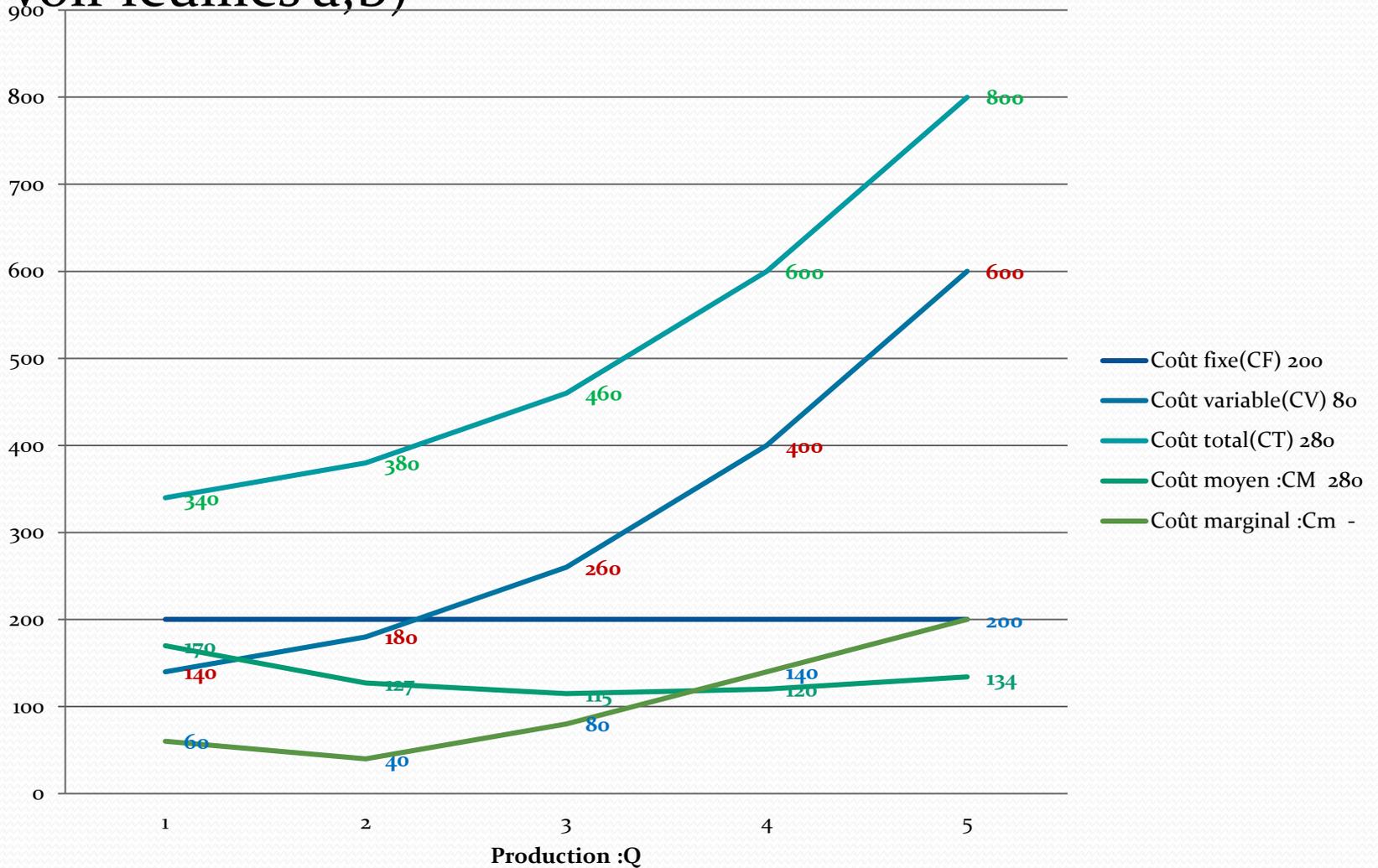
- **coût marginal** = coût de la dernière unité produite ; c'est le supplément de coût engendré par la production d'une unité supplémentaire.

Le coût marginal (Cm) est calculé en divisant la variation du coût total par la variation de la quantité.
$$Cm = \frac{\Delta C}{\Delta Q}$$

Production :Q	1	2	3	4	5	6
Coût fixe(CF)	200	200	200	200	200	200
Coût variable(CV)	80	140	180	260	400	600
Coût total(CT)	280	340	380	460	600	800
Coût moyen :CM	280	170	127	115	120	134
Coût marginal :Cm	-	60	40	80	140	200

● Représentation graphique de tous les coûts

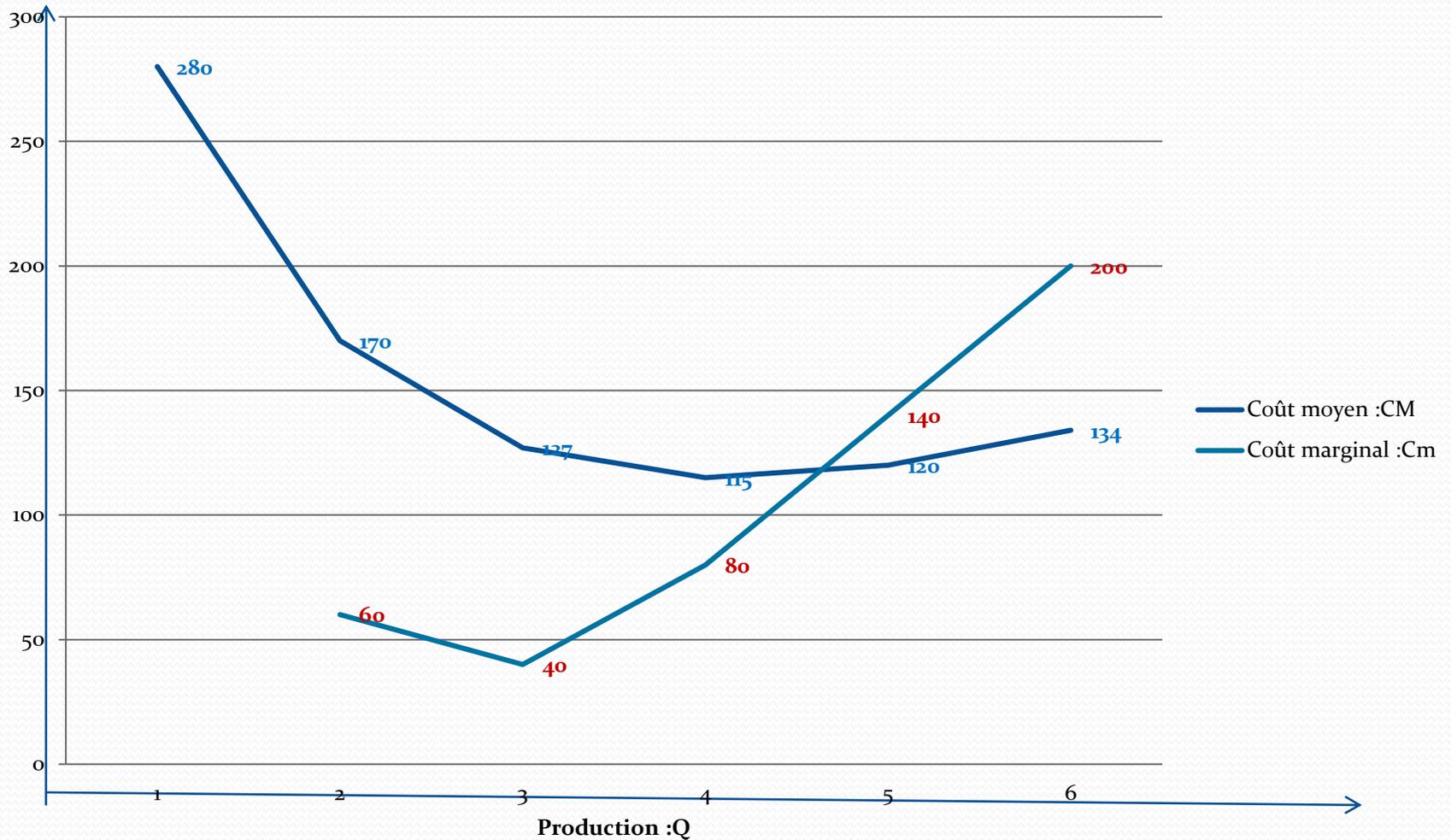
(voir feuilles a,b)



En reprenant l'exemple ci-dessus, les calculs ont donné pour CM et Cm :

Production :Q	1	2	3	4	5	6
Coût moyen :CM	280	170	127	115	120	134
Coût marginal :Cm		60	40	80	140	200

C- Représentation graphique du coût moyen et du coût marginal voir (feuille)



● Partant du graphique et du tableau des coûts moyen et marginal, nous constatons ,que :

- la courbe du coût marginal coupe celle du coût moyen en son minimum au point 4.

En ce point $CM=Cm$

-le coût marginal est au-dessous du coût moyen, lorsque le coût moyen diminue,

- le coût marginal est au-dessus du coût moyen, lorsque le coût moyen augmente.

- De l'étude du coût moyen et du coût marginal , découlent deux repères importants pour l'entreprise:
 - Pour que cette dernière ne fonctionne pas à perte , il faut que le prix de vente(PV) de ses produits, soit au moins égal ou si possible supérieur au coût moyen unitaire (CM) ($PV \geq CM$) , sinon le rapport des ventes ne couvrirait pas les dépenses de production.

- Si cette condition n'est pas remplie l'entreprise a intérêt à pousser sa production ,jusqu'au point où le coût marginal est égal au prix de vente ($C_m = PV$).
- En effet si le $C_m < PV$, cela signifie que la vente d'une unité supplémentaire rapporte plus qu'elle ne coûte ; par contre s'il est supérieur au prix de vente ($C_m > PV$), cela veut dire que la vente d'une unité supplémentaire coûte plus qu'elle ne rapporte. Dès lors la production de l'entreprise n'est pas rentable.

• Section II : Quelques notions sur la détermination du profit

La maximisation du profit par le producteur diffère d'une entreprise à une autre et d'un marché à un autre.

Puisqu'il ya plusieurs types de marché et différentes méthodes pour déterminer le profit maximum , on se limitera dans le cadre de ce chapitre à l'étude du marché CPP et du monopole.

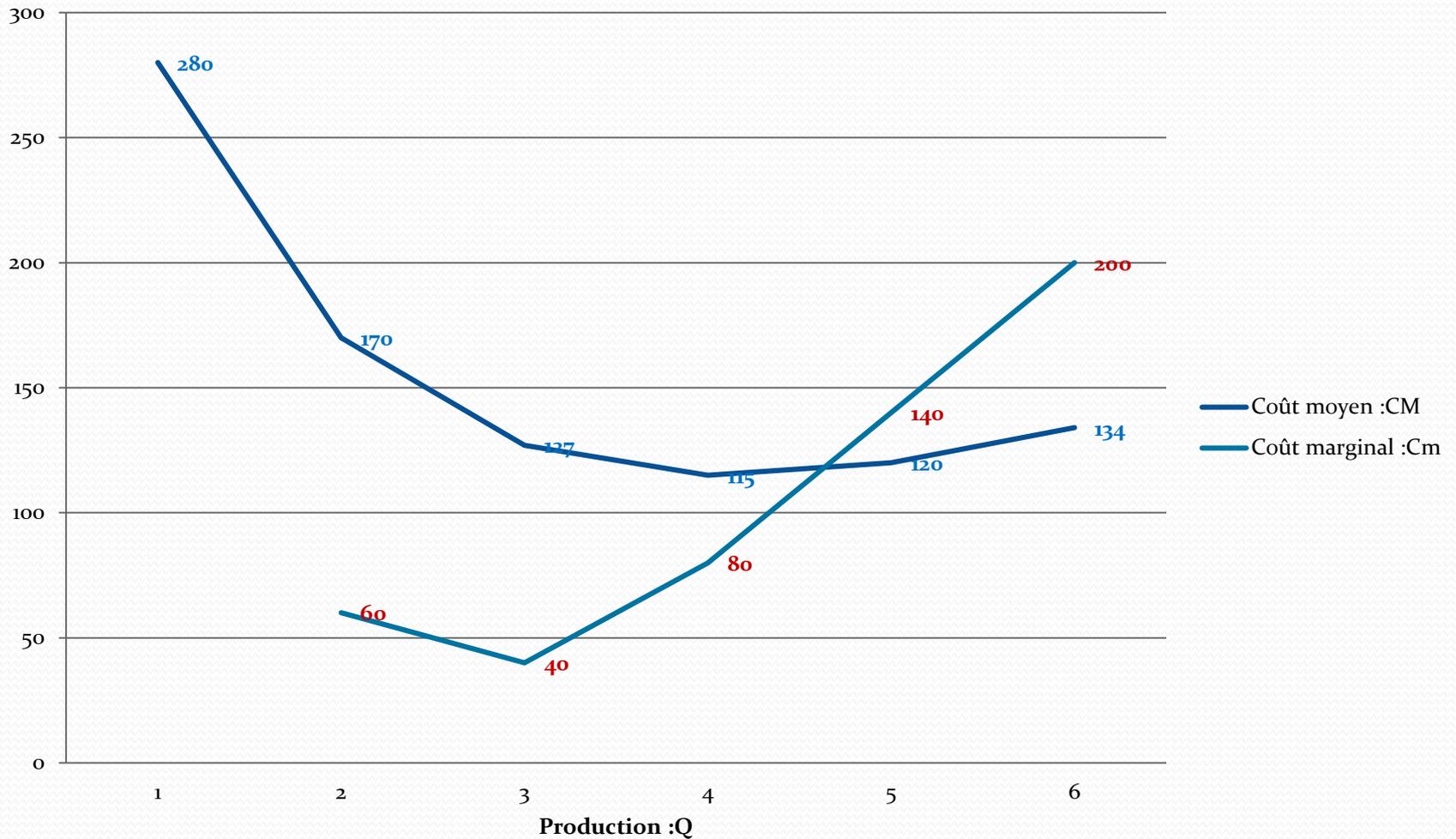
A- Dans le cadre du marché CPP

Exemple d'application

Les coûts de production et le niveau de production sont donnés par le tableau suivant:

Production :Q	CF	CV	CT	CM	Cm
10	100	500	600	60	---
20	100	900	1000	50	40
30	100	1100	1200	40	20
40	100	1420	1520	38	32
50	100	1900	2000	40	48
60	100	2900	3000	50	100

• -Représentation graphique du coût moyen et du coût marginal (voir feuille p 6)



- On cherche à déterminer le maximum de profit sachant que le prix de vente est de 48 UM.
- Dans un marché CPP pour atteindre le maximum de profit il faut chercher d'abord la quantité optimale produite .Celle-ci est donnée par la condition : **$C_m = \text{Prix de marché}$**
- Le prix de marché (ou de vente) est donné ; c'est 48UM;
- Donc $C_m = PV = 50 \text{ UP}$

➤ Pour que l'opération de production soit rentable, il faut que le prix de vente soit supérieur au coût moyen ($PV > CM$);

- $PV > CM$ qui s'écrit encore $PV - CM > 0$

D'où le profit est:

$$\begin{aligned} \text{Profit} &= (PV - CM) \cdot \text{quantité optimale} \\ &= (48 - 40) \cdot 50 = 400 \text{UM} \end{aligned}$$

Profit maximum dans ce type de marché (CPP) est de 400 UM.

B-Détermination du profit en cas du monopole

Supposons la situation d'un seul producteur de biens sur un marché de monopole . Le tableau suivant décrit sa situation:

- Pour la détermination du profit en monopole on se limite ici à reprendre les calculs du cout moyens et du cout marginal ainsi que la recette moyenne et la recette marginale .

prd= Q	1	2	3	4	5	6	7	8
CM	300	250	200	180	204	245	300	337, 5
Cm		200	100	120	300	450	630	600
RM	950	900	850	800	750	700	650	600
R m	-	850	750	650	550	450	350	250





Partie 2 : L'intervention de l'Etat

1- L'insuffisance de la régulation par le marché

1-1 La régulation par le marché

1-1-1 Notion de la « régulation par le marché »

1-1-1-1 La régulation économique

La régulation est l'ensemble de mécanismes qui permettent à un système d'atteindre ses objectifs et qui favorisent le retour à l'équilibre en cas de perturbation.

Réguler une économie, c'est à la fois énoncer des règles et des habitudes qui respectent l'équilibre, et les modifier suffisamment pour que les inévitables changements passagers des absorbes sans remise en cause. Plus généralement, la régulation est la correction de déséquilibres.

Dans les économies capitalistes, le marché constitue le régulateur fondamental.

Economie

A ne pas confondre la régulation économique avec la régulation des services publics ; qui est l'ensemble de règles par l'Etat dans un secteur économique particulier, afin de concilier les exigences du service public et le développement de la concurrence entre les entreprises publiques et privées.

1-1-1-2 La régulation par le marché

La régulation par le marché signifie que sur les marchés, les variations des prix génèrent par la confrontation des offres et des demandes convergent des informations pour les producteurs et les consommateurs. Selon les évolutions à la hausse ou à la baisse, les agents modifient leur comportement et le système économique tout entier s'adapte de proche en proche pour atteindre automatiquement l'équilibre sur tous les marchés.

La régulation par le marché est donc celle qui résulte de la confrontation de l'offre et la demande.

1-1-1-3 Les fondements théoriques

✓ **Le main invisible d'Adam Smith** : la régulation se fait grâce à la main invisible qui dirige un processus par lequel la confrontation des décisions et des comportements économiques individuels contribue à la réalisation de l'intérêt général sans pour autant que chaque agent économique en ait nécessairement conscience.

✓ **La loi des débouchés de J-B Say** : la régulation est assurée par une loi appelée « la loi des débouchés » : "Les produits s'échangent contre les produits." Jean-Baptiste SAY pense que l'économie ne peut pas connaître de problème général de débouchés. Lorsqu'un produit existe, il a bien débouché pour le produire en nature, en flux et consommation immédiates. La production nécessite donc la distribution de revenus à tous les acteurs, salariés, propriétaires du capital, investisseurs, Etat et génère une demande qui peut prendre deux formes : la consommation et l'épargne. L'épargne ne vient pas les débouchés puisqu'elle correspond à la demande d'investissement. Aucun excès d'épargne ne peut apparaître au niveau global. Cet excès dépensé circule donc.

Enjeux résumés cette loi avec la phrase suivante : "Toute offre crée sa propre demande."

✓ **L'allocation optimale des ressources de V. Pareto** : toute l'analyse économique repose sur un concept d'équilibre assuré par les ajustements de prix ou de quantités. L'équilibre garantit dès lors une allocation optimale des ressources profitable à tous.

Les conditions de l'allocation optimale des ressources ont été définies par Pareto en 1907. On parle ainsi d'allocation paretoienne, c'est à dire d'une allocation optimale des ressources, efficace dès qu'il n'est plus possible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans nuire à celle d'un autre ou au total.

Chapitre II: la régulation par l'Etat

Pour corriger les nombreuses insuffisances qui caractérisent les mécanismes de marché, l'Etat a été amené à intervenir.

A cet effet:

- il comble les lacunes du marché en permettant la satisfaction des besoins collectifs (production de certains biens et services),
- corrige les résultats du marché en procédant à la redistribution des revenus ,
- met en œuvre les politiques économiques et réalise les objectifs de ces politiques.

- On peut donc distinguer trois dimensions de l'intervention de l'Etat :
 - -la production de certains biens et services ,
 - -la redistribution des revenus
 - -la mise en œuvre des politiques économiques et la stabilisation de l'économie.

C'est par ces divers moyens que l'Etat participe à la régulation de l'activité économique .

Section I: la production de certains biens et services par l'Etat

A- la production des biens et services marchands

Dans certains domaines où l'initiative privée ne trouve que peu d'intérêt à investir, l'Etat intervient et finance des réalisations et des services collectifs qui concourent à la régularité de la production et au bien-être de la population.

Dans de nombreux pays , les entreprises dans lesquelles l'Etat détient le capital en totalité ou en partie ont des activités dans le domaine de la production des biens et des services destinés à la vente.

Ces entreprises publiques dont la finalité repose essentiellement sur la poursuite d'un but de l'intérêt général , jouent un rôle particulièrement important dans des secteurs- clés(infrastructure routière, eau, énergie , banque, moyens de transport, mines, barrages ,etc.).

• **B- la production des services non marchands**

Le fondement de l'intervention de l'Etat se trouve, non seulement dans l'existence des biens publics (eau, énergie), mais également dans la satisfaction des besoins collectifs (enseignement, santé publique, sécurité, éclairage public, ramassage des ordures, etc.).

- Les services ayant pour but la satisfaction de ces besoins collectifs sont mis à la disposition de l'ensemble des agents économiques.
- Ils sont produits par l'Etat et aucun producteur ne peut assurer cette production.
- Et toute personne peut profiter sans restriction de ces services sans exclure un autre consommateur, car il s'agit de « **biens publics** ».

Section II: la redistribution des revenus

A- les outils de la redistribution

- La redistribution a pour objet de modifier la répartition des revenus et de corriger les inégalités issus du fonctionnement du marché .
- Par les mécanismes de la redistribution ,l'Etat assume certains risques que les individus ne peuvent couvrir personnellement (maladie, chômage, vieillesse..).
- Pour ce faire l'Etat agit de deux manières:
 - Il capte sous forme d'impôts, une partie sur la richesse dégagée par la nation;
 - Il distribue ce qu'il a prélevé par le biais des transferts.

B- Les formes des transferts

- Les transferts réalisés par l'Etat sont de deux natures:
 - ✓ économiques (ex. les subventions aux entreprises nationales); ils ont pour but de renforcer la situation financière des ces entreprises ou de les aider à rembourser leurs dettes.
 - ✓ sociaux : les transferts répondent ici à un souci de solidarité nationale , et à la nécessité de faire bénéficier l'ensemble des individus des garantis sociales ,fondamentales indépendamment de la rentabilité de leur activité.

- **Section III: La politique économique :régulation économique de la conjoncture économique**

- A -définition et objectifs

La politique économique est l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour agir sur les mécanismes économiques ,afin d'atteindre les objectifs fixés(croissance économique, stabilité des prix , lutter contre le chômage, etc..)

Pour ce faire ,l'Etat doit définir et hiérarchiser ses objectifs économiques et choisir les moyens et instruments les plus efficaces pour les atteindre.

- Grâce à la politique économique, l'Etat peut corriger les déséquilibres générées par l'activité économique et remédier aux insuffisances de la régulation par le marché.
- La politique économique se fait actuellement dans le cadre de « l'Etat providence »- (selon la conception keynésienne)- qui suppose l'intervention de l'Etat pour réguler l'activité économique.
- La politique qui s'inscrit dans le cadre de cette approche (keynésienne) se base sur trois axes:

- **L' équilibre macroéconomique, l'allocation optimale des ressources et la justice sociale.**
- Cette politique peut s'effectuer dans le court terme(**politique conjoncturelle**) et dans le moyen ou le long terme(**politique structurelle**).

- **B- La politique structurelle et la politique conjoncturelle**

- 1-la politique structurelle: C'est l'ensemble des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics pour transformer le système économique afin d'améliorer son fonctionnement.
- Elle agit sur les composantes fondamentales du système économique et vise à assurer durablement la croissance et la compétitivité de l'économie nationale.
- Elle est pluriannuelle(s'inscrit dans le moyen et le long terme) et coûteuse, et peut concerner de nombreux secteurs dans une économie.

Au Maroc par exemple , les principales politiques structurelles mises en œuvre ces dernières années sont :

- **La politique agricole** cherche à rendre le secteur agricole plus productif et plus compétitif (Plan Maroc Vert).
- **La politique industrielle** favorise les secteurs considérés comme stratégiques (industrie automobile , aéronautique, assemblage) (plan émergence)
- **La politique énergétique** cherche à développer les énergies renouvelables et non polluantes;

- **La politique touristique** cherche à promouvoir la destination –Maroc(vision 2030; Plan Azur)
- **La politique de grands chantiers et extension des infrastructures**
(Tanger –Med programmes autoroutiers, aéroportuaires ,création de villes nouvelles...)
- **La politique de formation** cherche à développer le capital humain(formation professionnelle et création de centres d'aide à l'emploi);
- **La politique d'aménagement du territoire** vise à corriger les disparités entre les régions, à développer les infrastructures de transport et de communication (la régionalisation développée).

- Ces politiques visent à accroître les possibilités de production, à orienter l'activité vers des secteurs d'avenir, à renforcer la concurrence et à mettre en place des autorités indépendantes de régulation.

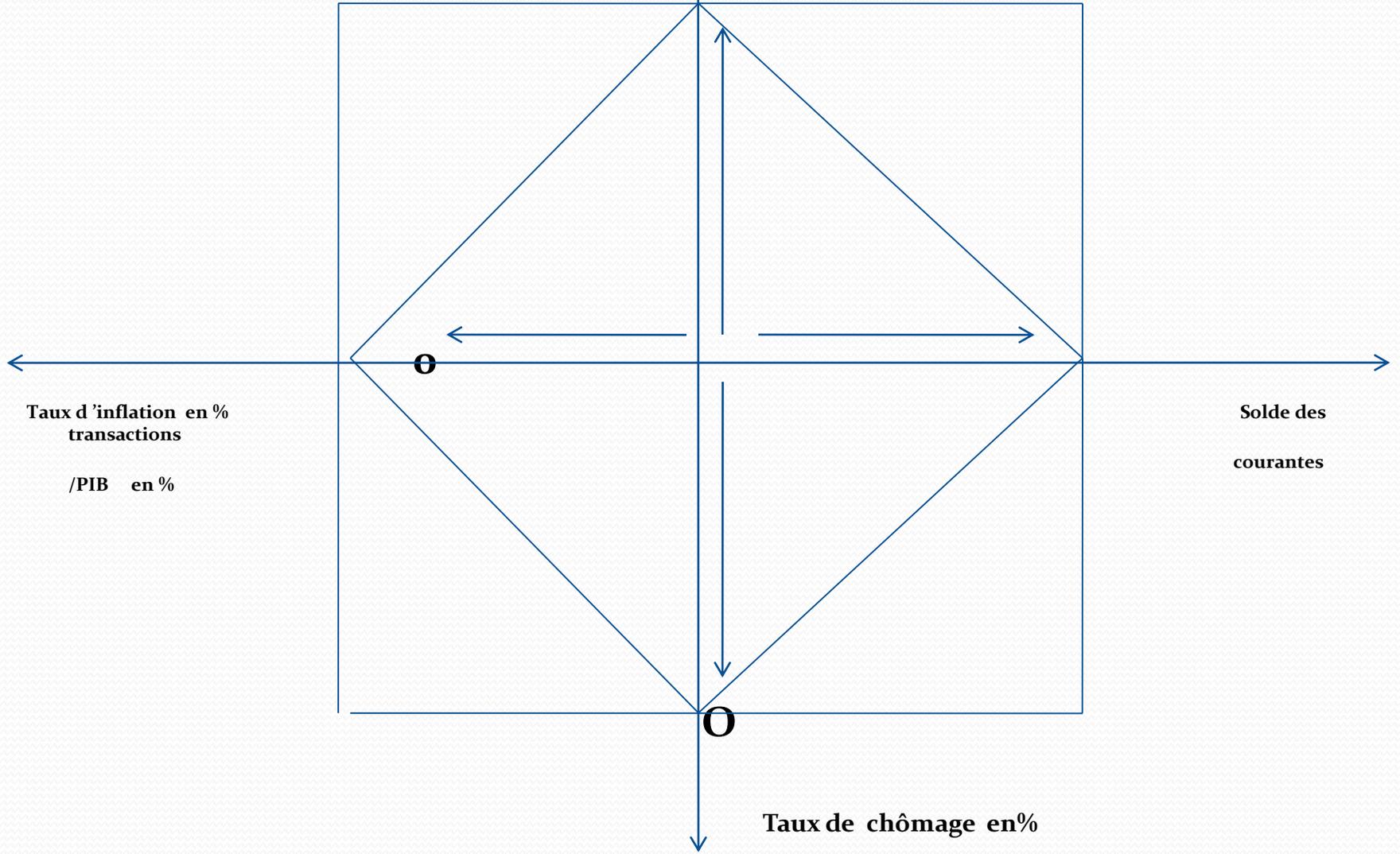
2-la politique conjoncturelle.

a-Définition et objectifs

- La politique conjoncturelle est un ensemble d'actions prises par l'Etat qui visent à réguler l'activité économique à court terme (< 2ans) , pour garantir une croissance forte sans déséquilibres économiques .
- Elle répond généralement à un besoin ponctuel par exemple , réduire le déficit extérieur ou lutter contre la hausse des prix ou lutter contre le chômage .

- Les objectifs de la politique conjoncturelle, sont: la croissance économique du PIB , le plein emploi, la stabilité des prix , et l'équilibre des échanges extérieurs.
- Ces objectifs synthétisés par les quatre indicateurs du « **carré magique** » formulé en 1971 par l'économiste britannique N. Kaldor (1908-1986) sont :
le taux de croissance économique, le taux de chômage ,le taux d'inflation et le taux du solde des transactions courantes/PIB.

taux de croissance du PIB en %



Remarque importantes

- Les échelles du taux d'inflation et du taux de chômage doivent être inversées, les objectifs étant d'atteindre 0% sur chacun de ces axes. **Exemple:** Avec une croissance de 5%, une balance commerciale positive de 3%, une inflation à 2% et un chômage à 10%.

Ce carré est réputé magique car l'expérience prouve qu'il est difficile, voire impossible, d'atteindre simultanément les quatre objectifs.

La croissance s'obtient parfois au détriment de l'équilibre extérieur, le plein emploi aux dépens de la stabilité des prix.

C'est la raison pour laquelle certains objectifs sont privilégiés au détriment d'autres.

- Une hiérarchie de ces objectifs est fréquemment établie en fonction des contraintes de l'environnement économique et des conceptions politiques des dirigeants.

b- Intérêt et limites

- -L'étude du carré magique permet d'apprécier la situation économique d'un pays en se basant sur les indicateurs macroéconomiques
(croissance économique , stabilité des prix...etc).
 - Le carré magique sert à faire des comparaisons dans l'espace (entre différents pays) et dans le temps pour un même pays pour plusieurs années , et de juger ainsi de sa situation économique.

- -L'étude du carré magique débouche également sur l'incompatibilité des objectifs à atteindre :
- Il est impossible de réaliser simultanément les quatre objectifs de la politique économique (croissance soutenue ,plein emploi , inflation maîtrisée, et équilibre du compte des transactions courantes /PIB);
 - les quatre objectifs économiques du carré magique ne sont pas les seuls problèmes qui se posent dans un pays ;Il en a d'autres, d'ordre social (inégalités dans la répartition des revenus , pauvreté de larges couches sociales, qui restent à résoudre).

- c- Les instruments de la politique économique conjoncturelle

La régulation conjoncturelle de l'activité s'effectue au moyen de deux instruments principaux : La **politique budgétaire** et la **politique monétaire**.

1- **La politique budgétaire** est un des principaux instruments de la politique économique.

Elle consiste à utiliser **le budget de l'État** pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les ressources et les dépenses de l'État et qui visent à atteindre certains objectifs de politique conjoncturelle.

- La politique budgétaire est un levier de la politique de régulation de la conjoncture. Elle peut être utilisée dans deux situations opposées:
 - - En période de ralentissement de la croissance ou de crise, elle va servir à soutenir l'activité économique. On parle de politique de **relance budgétaire**.
 - - Au contraire, dans les phases de forte croissance, pendant lesquelles la surchauffe de l'activité économique peut provoquer de l'inflation (hausse des prix) ou des déficits extérieurs importants (déséquilibre des échanges avec le reste du monde), elle permet de freiner l'activité en réduisant la demande des agents économiques. On parle de **politique de rigueur budgétaire**.

• 2- la politique monétaire:

a-définition , rôle et objectifs de la politique monétaire

- ❖ La politique monétaire désigne l'ensemble des décisions et des moyens par lesquels l'autorité monétaire (la banque centrale) agit sur l'offre de monnaie et les taux d'intérêt afin de remplir ses objectifs (stabilité de la masse monétaire, stabilité des prix et stabilité du taux de change ,etc.) .

- ❖ Le rôle de la politique monétaire est de veiller à la stabilité monétaire et financière. Ce qui consiste à fournir les liquidités nécessaires à la croissance de l'économie tout en garantissant la stabilité de la masse monétaire.
- ❖ A travers le circuit de financement de l'économie , la politique monétaire exerce une action sur l'évolution des prix et de l'activité économique (en influençant les décisions de consommation et d'investissement).

L'augmentation de la quantité de monnaie disponible dans l'économie ne doit être:

- ❑ ni trop faible (le risque est de limiter l'activité économique, si les moyens de paiement en circulation sont insuffisants),
- ❑ ni trop rapide par rapport à la croissance de la production (le risque est de provoquer une hausse des prix(inflation)), si le pouvoir d'achat à la disposition des agents est supérieur à l'offre de biens et services disponibles).

❖ les objectifs

Les principaux
objectifs de la
politique monétaire

```
graph LR; A([Les principaux objectifs de la politique monétaire]) --> B[Assurer la régulation économique interne : la politique monétaire doit s'efforcer d'assurer une croissance équilibrée; pour cela elle doit mettre à la disposition de l'économie ni trop, ni trop peu de monnaie]; A --> C[Assurer la stabilité externe de la monnaie: la pol.monétaire affecte le taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis des autres devises ; la pol. monétaire doit donc veiller à ce que ses actions ne perturbent pas l'équilibre extérieur];
```

Assurer la régulation économique interne : la politique monétaire doit s'efforcer d'assurer une croissance équilibrée; pour cela elle doit mettre à la disposition de l'économie ni trop, ni trop peu de monnaie

Assurer la stabilité externe de la monnaie: la pol.monétaire affecte le taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis des autres devises ; la pol. monétaire doit donc veiller à ce que ses actions ne perturbent pas l'équilibre extérieur





b- Les principaux instruments de la politique monétaire:

- Pour piloter la politique monétaire les autorités monétaires du pays (Ministère des finances et la banque centrale) contrôlent la masse monétaire, l'offre de la monnaie et essaient de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable de façon durable et par conséquent réguler l'activité économique .

Au Maroc, la Banque centrale, « Bank Al Maghrib »

(BAM), dispose de plusieurs instruments dont les plus connus sont:

- **Les taux directeurs** correspondent aux taux d'intérêt que la banque centrale applique aux banques commerciales auxquelles elle accorde des prêts (cette opération correspond au refinancement des banques par la banque centrale).

Les taux directeurs déterminent le niveau des autres taux bancaires, notamment ceux auxquels les banques commerciales accordent des crédits aux agents économiques (ménages, entreprises, etc.).

- **les taux d'intérêt du marché monétaire (marché interbancaire).**

Le **marché interbancaire** permet aux banques de se prêter chaque jour des liquidités à court terme. Sur ce marché, le niveau des taux est déterminé par le jeu de l'offre et de la demande de monnaie. Comme la banque centrale est un acteur très important sur le marché monétaire, son action permet d'orienter les taux.

- **les taux de réserves monétaires obligatoires :**

- sont les réserves monétaires que les banques commerciales doivent obligatoirement déposer auprès de la banque centrale (sans aucune rémunération).

Le taux des réserves obligatoires permet aux banques de second rang d'épargner une partie de leur dépôts. (il s'agit en fait d'un filet de sécurité).

- **Operations Open Market** : ces opérations consistent en l'achat et le vente fermes(=définitives) de titres en particuliers de titres publics(bons de trésor) par la banque centrale sur le marché interbancaire .

- **Swap de change** ou « currency swap », (swap signifie échanger et currency signifie devise), est une opération par laquelle deux parties la banque centrale et les banques commerciales décident d'échanger les devises qu'elles détiennent.

Politique
conjoncturelle

- Elle vise spécifiquement à agir sur l'activité économique dans le court terme (<2ans)
- Elle s'appuie sur des moyens d'action simples aux effets rapides (politique budgétaire et politique monétaire)

Politique
structurelle

- Elle cherche à améliorer les structures l'économie en profondeur et dans un cadre temporel moyen ou long (> 2ans)
- Elle utilise des instruments plus lourds à engager et aux effets différés dans le temps (politique industrielle , politique agricole., grands chantiers)

Comparaison des politiques conjoncturelle et Structurelle

	Politique conjoncturelle	Politique structurelle
Durée	Court terme	Long terme
Objectifs	Maintien des équilibres	Adaptation des structures
Effets	Quantitatifs	Qualitatifs

- Également connu sous le nom de swap de change ou de swap de change, le swap de change est une stratégie d'investissement consistant à acheter et à vendre le même montant d'une devise tout en achetant une devise différente portant deux dates de valeur différentes. Cela crée essentiellement une situation dans laquelle l'investisseur compense la vente lors de l'achat et lui permet également de générer un rendement à la fois sur une position courte et sur une position longue. Un swap de change n'est pas la même chose qu'un échange de devise, c'est un simple échange de devises basé sur les performances actuelles d'une devise par rapport à une autre.
- Bien qu'un peu plus compliqué qu'un échange ou un échange de devises, l'échange de devises peut également générer un rendement considérable. Le processus comporte en fait deux parties qui ont une incidence sur les soldes en devises détenus par l'investisseur. La première est connue sous le nom de transaction de change au comptant, qui correspond à une date de livraison plus rapide, généralement immédiate. La deuxième composante est connue sous le nom d'opération ou de transaction de change à terme et aide à positionner l'investisseur de manière à générer un rendement sur une plus longue période.
- Le résultat final de cette double nature du swap de change est qu'il laisse à l'investisseur une position longue avec une devise et une position courte avec l'autre. La position longue est considérée comme positive et génère des intérêts à plus long terme pour l'investisseur, en supposant que le trader puisse déterminer avec précision ce que la position en monnaie générera ou coûtera, en fonction des mouvements du marché. Il est important de noter que le changement est beaucoup plus rapide sur les marchés des changes qu'avec la négociation d'actions et d'obligations, rendant ce type d'activité d'investissement beaucoup plus volatile. Pour cette raison, il est très important de suivre en permanence les événements pouvant avoir une incidence sur la valeur relative de la devise pour obtenir un rendement décent.
- Le swap de change n'est pas quelque chose que les premiers investisseurs dans le négoce de devises devraient prendre à la légère. Faire le bon achat et le vendre au bon moment nécessite une planification minutieuse, une bonne idée de ce qui se passe sur le marché à l'heure actuelle, ainsi que de ce que l'on peut raisonnablement attendre avant la clôture du jour de bourse. Il est souvent sage pour les traders débutants d'essayer un swap de change avec une devise relativement stable afin d'acquérir une certaine expérience dans l'exécution de la stratégie. Au fur et à mesure que l'investisseur se familiarise avec les particularités d'investir dans une devise, il est possible de réaliser des swaps plus ambitieux de ce type et d'augmenter le rendement obtenu.

- **Currency swap**

- Le mot swap signifie échanger, et le mot currency signifie devise. Le *currency swap* désigne un accord, par lequel deux parties décident d'échanger les devises qu'elles détiennent à une date et à un taux décidé à l'avance. C'est l'une des méthodes utilisées par les financiers et les opérateurs internationaux pour se prémunir contre les risques de change. Par exemple, telle entreprise, qui détient des dollars, mais qui a besoin de yens dans un mois, passe un accord avec une entreprise qui détient des yens et qui a besoin de dollars.

Le currency swap désigne aussi parfois le fait de changer la devise d'un crédit, par exemple un crédit en dollars transformé en crédit en euros.



Politique
conjoncturelle

- Elle vise spécifiquement à agir sur l'activité économique dans le court terme (<2ans)
- Elle s'appuie sur des moyens d'action simples aux effets rapides (politique budgétaire et politique monétaire;

Politique
structurelle

- Elle cherche à améliorer les structures l'économie en profondeur et dans un cadre temporel moyen ou long (> 2ans)
- Elle utilise des instruments plus lourds à engager et aux effets différés dans le temps (politique industrielle , politique agricole., grands chantiers .)

Comparaison des politiques conjoncturelle et Structurelle

	Politique conjoncturelle	Politique structurelle
Durée	Court terme	Long terme
Objectifs	Maintien des équilibres	Adaptation des structures
Effets	Quantitatifs	Qualitatifs



- **Troisième partie: croissance et développement**

Croissance et développement sont deux notions bien distincts: la croissance économique est un phénomène quantitatif et à long terme et concerne la production nationale d'un pays mesurée par le PIB. La croissance diffère en cela du développement. Celui-ci concerne l'ensemble des mutations structurelles et sociales (changements sociaux et mentaux) qui accompagnent souvent la croissance. Le développement inclut la croissance, mais ne se réduit pas seulement à celle-ci.

chapitre I: la croissance économique

La croissance économique est un phénomène quantitatif mesuré par le PIB .

Elle est considérée comme l'indicateur le plus représentatif de la situation de l'économie d'un pays à un moment donné de la conjoncture.

La croissance a plusieurs déterminants , elle a des sources et revêt plusieurs formes .Elle présente cependant des défis et reste une notion contestée.

chapitre I: la croissance économique

Section I : La croissance économique

A/ Définition et indicateur de croissance

1/ Définition

- La croissance économique se définit comme l'accroissement quantitatif de la production nationale selon un rythme soutenu, régulier et en longue période.
- La croissance est un objectif recherché par la plupart des économies.
- Le taux de croissance apparaît chaque année comme un indicateur de réussite ou d'échec pour un pays donné.

2/ Comment mesure-t-on la croissance économique ?

- La croissance économique est mesurée quantitativement par l'augmentation du PIB (Produit intérieur brut) qui comprend l'ensemble des valeurs ajoutées des agents économiques résidant sur le territoire national d'un pays. Son outil de mesure est le taux de croissance .

Exemple de calcul

Pour réaliser des comparaisons dans le temps on calcule le taux de croissance à partir du PIB exprimés en volume (en dirhams constants).

Pourquoi ? Parce que l'augmentation du PIB nominal (en valeur ou en dirhams courants) ne signifie pas toujours croissance économique.

Exemple: Prenons le PIB du Maroc en 2021 et en 2022 PIB 2021 en DH.

Exemple: Prenons le PIB du Maroc en 2021 et en 2022

PIB 2021 en DH
1244,9 Mds dh
(Valeur nominale
En DH courants)

PIB 2022 en DH:
1330 Mds
Valeur nominale
En DH courants

Taux de croissance :

$$\frac{\text{PIB}_{2022} - \text{PIB}_{2021}}{\text{PIB}_{2021}} \cdot 100$$

- Le calcul donne:

$$\text{Taux de } \Delta = \frac{1330 - 1244,9}{1244,9} \cdot 100 = 6,8\%$$

Ce taux n'est pas significatif, car il comporte des effets de la hausse des prix entre 2021 et 2022 .

La croissance économique peut donc être faussée par l'augmentation des prix.

En effet si le taux d'inflation entre deux années était élevé , l'augmentation du PIB ne signifierait pas nécessairement augmentation de la production . Cela veut dire aussi augmentation des prix.

- Afin d'éviter toute confusion il faut exprimer le PIB en volume ou en dirhams constants ,c.à.d. corrigé de l'inflation.
- Pour ce faire on corrige les données exprimées en DH courants en DH constants grâce à l'indice des prix à la consommation (IPC).
- Il nous faut donc le PIB de 2021 aux **prix constants** de 2021.

	2021	2022
PIB en valeur en DH courant	1244,9	1330
Indice des prix (100 = 2021)	104,14	106,23

- L'indice des prix de consommation (IPC) de 2022 mesure 106,23 ce qui signifie qu'il y a une hausse des prix de 2,09(106,23-104,14) entre 2021 et 2022.
- Pour calculer la croissance réelle du PIB de 2022 , on convertit le PIB de 2021 comme suit :
- $1244,9 \times \frac{106,23}{104,14} = 1269,8$

$$1244,9 \times \frac{106,23}{104,14} = 1269,8$$

- Le taux de croissance réel vaut maintenant:
- $\frac{1269,8 - 1244,9}{1244,9} = 2$

Le PIB entre 2021 et 2022 n'a pas augmenté de **6,8%** mais de **2%**.

- En effet, la hausse des prix a gonflé artificiellement la valeur de la production(PIB) ($\frac{106,23}{104,14} \times 2$) = 2,04
- La différence : $6,8\% - 2,04\% = 4,3\%$ représente l'effet de l'inflation.

3- Quelle est l'utilité du taux de croissance?

- L'utilité du calcul du taux de croissance:

Il sert à :

- * Comparer les performances d'une nation durant une période donnée : comparaison temporelle.
- * Comparer les performances des pays les uns par rapport aux autres : Comparaison spatiale.

- 4-les limites de l'utilisation du PIB

Le PIB ou son accroissement ne peuvent servir d'indicateurs fiables pour apprécier la situation économique réelle d'un pays.

Le PIB n'est pas un indicateur parfait. Il présente de nombreuses limites:

- la comptabilisation du PIB ne prend pas en compte certaines activités ou facteurs échappant à toute saisie comptable (la petite production auto-consommée, le bricolage, le travail au noir, le travail domestique. .etc.)
- L'évaluation du PIB global prend en compte toutes les productions quelle que soit la nature des biens produits
(biens de production , biens de consommation , ou production des armes..)
- Il ne représente pas non plus le gain net réalisé car sa comptabilisation ne prend pas en compte les nuisances (bruits et pollutions atmosphériques sur la santé de la population) et la dégradation de l'environnement ;

- Il ne permet pas une comparaison réelle entre les pays : Comparer le PIB par habitant de deux pays différents suppose qu'avec une unité de deux monnaies de deux différents pays, on peut acquérir la même quantité de biens dans chacun de ces pays, ce qui est absurde.

- Il ne permet pas une comparaison réelle dans le temps : Entre deux années différentes, les prix des biens peuvent subir un phénomène inflationniste (hausse des prix) qui pourrait déformer la variation réelle du PIB. Pour pallier à cela, des évaluations sont faites l'une à prix courants, l'autre à prix constants.
- le PIB n'est pas un instrument idéal pour apprécier le bien-être d'une nation, car la croissance du PIB ne signifie automatiquement pas développement économique et social.

• *B - les facteurs de la croissance*

La croissance repose sur de nombreux facteurs économiques, institutionnels, juridiques, sociaux, psychologiques et culturels. Ce sont les facteurs économiques qui nous intéressent essentiellement dans ce chapitre.

1- les facteurs économiques

Lorsqu'on parle facteurs économiques, cela évoque les facteurs de production: le travail et le capital.



Les augmentations de ces deux facteurs de production quantitatives et qualitatives déterminent la croissance.

Pour que la croissance existe il y a plusieurs déterminants qui viennent des facteurs de production (travail et capital) et de leur combinaison dans un processus productif.

Augmentation	Travail	Capital
Quantitative	-démographie -Augmentation de la population active	-Accumulation ; -intensité capitalistique; - investissement productif
Qualitative	-Formation - expérience -division du travail; organisation	-Progrès technique, recherche -Modernisation - Innovation



Par exemple la croissance peut provenir de l'investissement qui joue un rôle crucial dans la stimulation de l'augmentation de la production. Lorsque les entreprises investissent dans des machines performantes, dans des équipements ou dans la formation de la main d'œuvre ou d'autre personnel , elles augmentent leur capacité de production.



La croissance économique peut aussi provenir de l'innovation et de l'adoption de nouvelles technologies de pointe qui sont des moteurs importants de la croissance ,car elles permettent aux entreprises de développer de nouveaux produits , d'améliorer leurs processus de production et d'accroître leur productivité.



Du côté facteur travail ,il y a les ressources humaines (l'éducation ,la formation de la main d'œuvre, les compétences) qui sont des facteurs essentiels pour favoriser la croissance.

Les travailleurs qualifiés sont plus productifs et peuvent davantage participer à l'augmentation de la production .

D'une manière générale les pays qui investissent massivement dans l'éducation et la formation de leur population ont tendance à connaître une croissance régulière et plus soutenue.

- C- les sources de la croissance

La croissance économique , on vient de le voir , peut résulter de l'investissement (machines, équipements, terrains), il s'agit là d'une accumulation du facteur capital , ou par l'augmentation des heures de travail par travailleur , ou bien par l'augmentation du nombre de travailleurs ,dans les deux cas ,il s'agit d'augmentation du facteur travail .

- Donc l'augmentation du nombre de capital ou de travail permet d'augmenter la quantité de production .Ces augmentations constituent en définitive, des sources de croissance.
- La croissance peut provenir aussi de l'augmentation de la productivité de ces facteurs.
- Ceci nous conduit distinguer deux types de croissance: **la croissance extensive et la croissance intensive.**

- **la croissance extensive:**

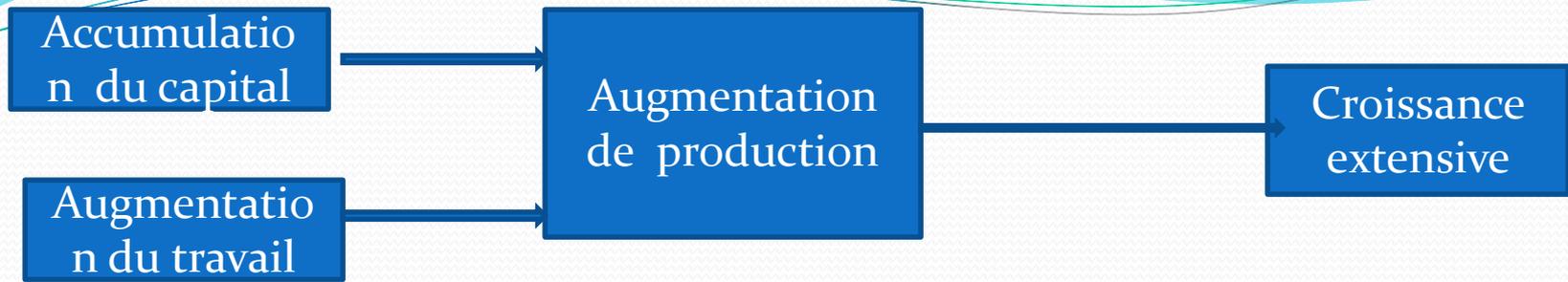
Elle désigne l'augmentation des quantités de facteurs de production. Cette forme de croissance est dite extensive quand elle repose sur l'augmentation de la quantité de travail ou de capital utilisé. Par exemple lorsqu'un pays construit de nouvelles infrastructures ou embauche davantage de travailleurs, sa production totale augmente .

L'augmentation du travail passe par l'accroissement de la population active, l'augmentation de la quantité de capital utilisée vient de l'emploi de nouvelles machines performantes .

La croissance intensive:

Elle se caractérise par l'augmentation de la production par l'intermédiaire des gains de productivité. Elle est liée à l'augmentation de la productivité du travail et/ou au capital .

Cela peut être réalisé grâce à une meilleure organisation de la production du travail et à l'innovation technologique, à l'amélioration des processus de production ou à l'efficacité accrue de l'utilisation des ressources par exemple l'automatisation des tâches répétitives dans les usines peut permettre d'augmenter la production sans avoir à embaucher davantage de travailleurs .



Bien que la croissance économique ait de nombreux avantages , elle reste cependant une notion contestée.

- D- Les limites de croissance économique.

La croissance en tant que taux de variation du PIB est un indicateur contesté.

Elle représente deux défis majeurs :les inégalités des revenus et les atteintes à l'environnement.

- les inégalités : Si la croissance entraîne une augmentation globale de niveau de vie , elle crée aussi à une aggravation des inégalités des revenus et de richesse et de disparités sociales .

Par exemple si les bénéfices de la croissance ne sont pas répartis de manière équitable entre tous ceux qui ont participé à la création de la richesse dans un pays.

Il en résulte qu'une partie de la population va se trouver exclue des avantages économiques de la croissance.



Au niveau mondiale les inégalités des revenus sont également très marquées entre les différents pays .

Par exemple en France en 2023 le PIB/habitant était à 40 800 € alors qu'au Maroc il n'atteignait même pas 3500\$(3441,9\$) à la même année.

Face à ces inégalités aussi bien au niveau d'un pays qu'au niveau mondial , il est donc important de mettre en place des politiques publiques visant à les réduire et à assurer une croissance inclusive.

- Les atteintes à l'environnement: appelées aussi les externalités négatives sont les effets négatifs de la croissance économique. Il s'agit des conséquences de celle-ci: la pollution et les atteintes à l'environnement, l'accentuation des inégalités sociales ou l'épuisement des ressources naturelles (pétrole, métaux notamment) ,effet de changement climatique (effet de serre).

Ces conséquences sont souvent considérées comme des effets pervers qui obligent à intégrer des considérations environnementales dans le processus de la croissance économique et de promouvoir le développement durable , c.à.d. une croissance responsable qui respecte l'environnement.

- Quels sont les effets négatifs de la croissance économique ?

Certaines conséquences de la croissance économique comme **la pollution et les atteintes à l'environnement, l'accentuation des inégalités sociales ou l'épuisement des ressources naturelles** (pétrole, métaux notamment) sont souvent considérés comme des effets pervers qui obligent à distinguer croissance et progrès.

- Aujourd'hui, la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique favorisent des approches comme celles de la **croissance responsable et durable**, de la **sobriété**, voire de la **décroissance**.
- Pour d'autres, la croissance demeure nécessaire à la réduction de la pauvreté dans le monde ; ils tablent sur l'inventivité humaine pour contredire les prédictions de bornes au développement.

Chapitre II :le développement et le sous-développement

Section I: le développement économique

- Lorsque la croissance économique s'accompagne de changements et de transformations importantes des structures productives et de l'évolution de la société, on parle de développement.
- Celui -ci réunit donc l'ensemble des changements économiques et sociales d'une société sur le long terme .
Le développement économique est beaucoup plus vaste que la croissance .
C'est un processus global qui a de nombreux outils de mesure, quantitatifs et qualitatifs .

- Le développement économique est beaucoup plus vaste que la croissance . C'est un processus global qui a de nombreux outils de mesure ,quantitatifs et qualitatifs.

A- Définition et indicateurs du développement économique

a-Définition

Le développement est l'ensemble des changements sociaux et mentaux et culturels d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. Il s'agit donc avant tout d'un phénomène qualitatif, irréversible d'un processus de changement.

- b- Les indicateurs du développement

Parler de pays développés ou en développement conduit à s'interroger sur l'étalon de mesure du niveau de développement des pays.

Ainsi deux indicateurs de développement et de sous-développement ont été forgés: **les indicateurs quantitatifs** de développement et **les indicateurs qualitatifs** de développement, appelés aussi **indicateurs synthétiques** ou **multidimensionnels**.

1-*Les indicateurs quantitatifs de développement*

Appelés aussi indicateurs simples ou unidimensionnels ,ces indicateurs ont été élaborés la Banque Mondiale : il s'agit du revenu par habitant et de la parité du pouvoir d'achat.

➤ Le revenu par habitant : la Banque Mondiale classe les pays selon leur niveau de revenu par habitant.

**Pays a
revenu élevé
 $R > 12616 \$$**

**Pays à revenus
intermédiaire
tranche sup.
 $4086 < R < 12615 \$$**

**Pays a revenu
intermédiaire
tranche inf. .
 $1036 < R < 4085 \$$**

**Pays a revenu
faible $< 1036 \$$**

- Cette classification est réévaluée chaque année pour tenir compte de l'élévation du niveau de vie mondial.
- L'indicateur basé sur le PNB/habitant, c'est à dire le revenu par habitant- est l'indicateur le plus anciennement utilisé pour mesurer le développement.
- C'est un instrument de mesure quantitatif utilisé par la Banque mondiale qui l'adopte pour les comparaisons internationales.

- Ces comparaisons basées sur le seul revenu présentent cependant une limite certaine puisqu'elles réduisent le niveau de développement des pays à une seule variable, celle du revenu.
- **La mesure en parités de pouvoir d'achat:** la parité du pouvoir d'achat est un taux de change fictif, calculé sur la base d'un panier de biens pour lequel chaque prix est comparé pays par pays.

Cela permet de convertir toutes les monnaies dans le monde en une devise commune afin de comparer le pouvoir d'achat de chacune de ces monnaies .Autrement dit une somme d'argent donnée , convertie en monnaie nationale au moyen de ces taux fictifs permettra d'acheter le même panier dans tous les pays.

- Les deux indicateurs quantitatifs (PNB /habitant et PIB ou PNB en PPA) ne suffisent pas pour expliquer le développement puisqu'ils se basent tous les deux sur une seule variable (revenu ou quantités de monnaie) pour expliquer le développement.

Pour combler cette insuffisance, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a mis au point dans les années 1990 d'autres critères qualitatifs du développement.

2-les indicateurs synthétiques ou multidimensionnel

- Les indicateurs de développement quantitatifs comme la croissance économique, le PIB ou le PNB, le revenu national brut sont désormais complétés par des indicateurs plus qualitatifs, davantage centrés sur le bien-être des populations.
- Elaborés le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) à partir des années 1990, ces Indicateurs sont nombreux nous en retiendrons les plus utilisés : IDH, IPF, IPH.

- L'indicateur du développement humain (IDH) est un indicateur composite qui comprend trois éléments : un indicateur économique, le PIB par habitant, mais aussi des indicateurs sociaux : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction et d'éducation, taux d'alphabétisation..).
- En pratique, l'IDH compte une valeur minimale pour chaque critère ce qui permet de situer la position de chaque pays ou groupe de pays sur une échelle de 0 à 1.

- L'Indicateur de participation des femmes (IPF) à la vie économique et politique: Cet indicateur est axé spécifiquement sur la participation des femmes dans le processus de décision économique.
- Les critères de IPF sont le nombre de femmes parlementaires, occupant des fonctions de représentation parlementaire, de direction et d'encadrement supérieur, ainsi que la différence de revenu entre les sexes, qui reflète l'indépendance économique.

L'Indicateur de pauvreté humaine (IPH), indique les manques, les privations, ou exclusions fondamentaux d'une partie de la population avec une variante 1 pour les pays en développement et la variante 2 pour les pays développés.

- pour les pays développés, l'**IPH₂** tient compte de 4 critères: probabilité de décéder avant 60 ans, taux d'illettrisme des adultes de 16 à 65 ans, pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté, pourcentage de chômeurs de longue durée.

-L'**IPH₁**: s'attache aussi aux carences ou manques dans les trois dimensions fondamentaux déjà envisagés par l'IDH (longévité et santé, instruction et savoir, possibilité de disposer d'un niveau de vie décent).



Section II: la notion de sous- développement

A-Définition

La notion de sous développement connaît de nombreuses formulations (PVD, PED, Tiers monde, etc..). Elle connaît aussi de nombreuses définitions. En voici une:

Le sous développement est l'état d'un pays caractérisé sur:

- le plan économique par la pauvreté et une faible production, des structures de production peu performantes,
- le plan social par de fortes inégalités, une forte concentration de la richesse, et la médiocrité du niveau de vie;
- le plan humain par des ressources humaines marginalisées économiquement, et socialement.

B- Les caractéristiques des pays en développement

- Les pays en développement se distinguent par un ensemble de critères démographiques, économiques et sociaux.

1- les caractéristiques démographiques:

- Dans les pays en voie de développement (PVD) les taux de natalité et de fécondité sont très élevés, alors que celui de la mortalité est en recul grâce au progrès de la médecine. Par conséquent la population augmente d'une manière très rapide.

Cette hausse de la population augmente la demande sociale : problèmes de nourriture, d'habitat d'urbanisation d'assainissement, d'électrification, d'éducation, de santé etc . Les PVD se caractérisent aussi par une forte population de jeunes.

2- les caractéristiques économiques

- La croissance du PIB : Dans beaucoup de PVD, le taux de croissance du PIB reste encore faible et est même inférieur à celui de la démographie. Cette croissance économique qui diminue entraîne une baisse du niveau de vie.
- Production et productivité faibles dans presque tous les secteurs ;
- Les exportations portent sur des biens et services incorporant de faible valeur ajoutée et des importations incorporant de forte valeur ajoutée ;
- Les économies des PVD sont caractérisées par une structure duale, extravertie et dépendante.

- **-Le dualisme:** la prédominance du secteur primaire dans le système productif et l'insuffisance du secteur secondaire. Les deux secteurs réalisent une productivité faible.
- -Un secteur tertiaire parfois désorganisé et la présence d'une économie informelle très importante. L'existence d'une 'économie moderne qui utilise des technologies étrangères et exporte une grande partie de ses produits. Les moyens utilisés très productifs appartiennent en général à des privés étrangers.
- -l'existence d'une 'économie moderne qui utilise des technologies étrangères et exporte une grande partie de ses produits. Les moyens utilisés très productifs appartiennent en général à des privés étrangers.

- **Extraversion et dépendance:**

- L'Extraversion : Le secteur moderne entretient plus de relations avec l'extérieur où il s'approvisionne en biens de production et où les bénéfices sont rapatriés (extraversion).

- La dépendance : Les PVD sont dépendants. On a la dépendance commerciale, la dépendance technologique, et la dépendance financière.

- Une forte PMC (propension moyenne à consommer) : la plus grande partie des dépenses des ménages est consacrée à la consommation des biens et services. D'où une faible propension à épargner.

- Des infrastructures insuffisantes et un taux d'investissement faible.
- Une dette extérieure très élevée qui pénalise le développement économique ;
- Un déficit et un déséquilibre des échanges extérieurs (prédominance de quelques matières premières ou des produits agricoles d'exportation et nécessité d'importer la plupart des produits de forte valeur ajoutée).

3- les caractéristiques sociales

- Sur le plan social les PVD sont confrontés à :
 - un faible ou assez moyen taux d'alphabétisation;
 - une mal nutrition ou une sous nutrition de la population;
 - l'insuffisance de la couverture sociale (soins de santé, indemnité de chômage et autres prestations sociales) ;

- des structures sociales inégalitaires: l'écart entre les catégories aisées et les plus modestes est parfois très important surtout entre les citadins et les ruraux.
- Importance de la population jeune;
- Statut et position de la femme et faible IPF (indicateur de la participation des femmes) dans la société;
- une urbanisation rapide et non maîtrisée, entraînant l'insalubrité et l'insécurité;
- un chômage massif et de nombreux petits métiers (souvent informels),. Le chômage prend souvent la forme de sous emplois (vendeurs à la sauvette, cireurs de chaussures, gardiens de voitures, etc.).

- A ces caractéristiques sociales s'ajoutent d'autres indicateurs humains :
 - un degré de pauvreté est très élevé;
 - une grande partie de la population vit dans la précarité (faible voire manque de revenu, pas de logement ...);
 - une Faible espérance de vie parfois inférieure à 50 ans !
 - un Taux de mortalité élevé dans certains PVD.

Section III: Classification des PVD selon la BM et le PNUD

Traditionnellement, on distingue quatre groupes de pays en développement ou caractérisés comme tels:

- Les pays du tiers monde: cette expression qui date des années 1950 est due au démographe français Alfred Sauvy qui divisait les pays en trois entités: les pays capitalistes, les pays socialistes de l'époque et les autres qui n'étaient ni dans un camp ni dans l'autre : Ils formaient alors le Tiers Monde. Expression, qui a certes perdu de son sens avec la fin de la guerre froide, mais est quelquefois utilisée pour désigner les pays exclus des richesses et cherchant à y accéder.
- Les pays du sud, ceux qui se trouvent dans l'hémisphère sud du globe , comme par exemple les pays africains et les pays latino américains;

- Les pays en développement, un euphémisme pour remplacer la notion de sous développement et suggérer que ces pays ont amorcé un processus de développement;
- Les PMA, ce sont les pays les moins avancés de la planète. Ils sont très pauvres avec une production faible et des perspectives de développement très limitées.
- Trois critères sont retenus pour classer les PMA : un PNB / habitant annuel peu élevé (inférieur à 600 \$) , un taux d'alphabétisation inférieur à 20%, et une contribution de l'industrie au PNB inférieur à 10%.
- A côté de cette traditionnelle classification, d'autres classifications ont été élaborées par la Banque mondiale, le PNUD et par d'autres organisations internationales.

A- la classification selon la BM

- La banque mondiale (BM) répartit les économies du monde en quatre groupes: les pays à revenu faible, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et les pays à revenu élevé.
- Cette répartition est actualisée chaque année le premier juillet. Elle se base sur le RNB/habitant.

Groupe	1^e juillet 2019	1^e juillet 2020
Faible revenu	< 1036\$	<1026\$
Revenu intermédiaire/tranche inférieure	1 036 - 4 045 \$	1 026 - 3 995\$
Revenu intermédiaire/tranche supérieure	4 046 - 12 535\$	3 996 - 12 375\$
Revenu élevé	> 12 535\$	> 12 375\$

- Cette classification est sujette à une réévaluation le 1^e juillet de chaque année pour tenir compte de l'élévation du niveau de vie mondial.

B- la classification selon le PNUD

Le PNUD, en plus du RNB/habitant prend en compte d'autres critères: le PIB/Habitant, l'IDH (espérance, le niveau de scolarisation et le taux d'alphabétisation). Plus l'indice est élevé plus le pays jouit d'un bien être important. Il prend aussi en considération de pauvreté humaine (IPH) ainsi que l'indice de participation des femmes à la vie publique (IPF) .



C- Autres classifications

A côté des classifications de la BM et du PNUD, on trouve aujourd'hui d'autres classifications faites par les organisations internationales (Banque mondiale, FMI, OMC..) .

Celles-ci distinguent 4 grandes zones économiques dans le monde : Les pays développés (PD), les pays émergents (NPI), les pays à revenus intermédiaires (PRI) et les pays les moins avancés (PMA) .

Les pays développés (PD)	Pays émergents (PE ou NPI)	Pays à revenu intermédiaire (PRI)	Pays moins avancés (PMA)
<p>-Hémisphère nord (en majorité);</p> <p>- Concentration des ressources matérielles et financières;</p> <p>-industries de pointe qui investissent beaucoup dans la RD et exportent des produits de haute technologie;</p> <p>-RNB/tête élevé ; niveau de vie élevé</p> <p>- Large couverture sociale et sanitaire de la population.</p> <p>-du bien-être on aspire au mieux être !</p>	<p>. - Se trouvent essentiellement en Europe, Asie, et en Amérique latine);</p> <p>-désignés souvent par l'acronyme (BRICS)</p> <p>-Croissance industrielle rapide et exportations des produits industriels;</p> <p>-IDH et PIB< PD</p> <p>-Exploitations et exportations des ressources naturelles;</p> <p>-Part croissante dans l'économie mondiale</p> <p>- Le développement de ces pays entraine toutefois de grandes inégalités sociales.</p>	<p>Hémisphère sud (en majorité);</p> <p>-Relèvent des pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure et inférieure);</p> <p>-Production limitée et faible productivité</p> <p>-Accès restreint aux biens et services pour une partie de la population;</p> <p>- haut niveau d'endettement</p> <p>-Dépendance commerciale, financière et technologique vis-à-vis de l'étranger.</p>	<p>-47 pays désignés par l'ONU</p> <p>-trois critères pour les qualifier :</p> <p>PNB<500\$; Taux d'alphabétisation <40%; contribution au PIB des industries< 10%;</p> <p>-Ces pays connaissent un niveau de dev. très faible, production et exportation des biens peu diversifiés, et une augmentation des importations de denrées alimentaires et des produits manufacturés</p> <p>-Pays très endettés.</p> <p>-Dépendants de l'Aide internationale.</p>







4-les limites de l'utilisation du PIB

- Le PIB ou son accroissement ne peuvent servir d'indicateurs fiables pour apprécier la situation économique réelle d'un pays.
- Le PIB n'est pas parfait et présente de nombreuses limites:
 - la comptabilisation du PIB ne prend pas en compte certaines activités ou facteurs échappant à toute saisie comptable (la petite production auto- consommée, le bricolage, le travail au noir, le travail domestique. .etc.)
 - L'évaluation du PIB global prend en compte toutes les productions quelle que soit la nature des biens produits (biens de production , biens de consommation , ou production des armes..)
 - Il ne représente pas non plus le gain net réalisé car sa comptabilisation ne prend pas en compte les nuisances (bruits et pollutions atmosphériques sur la santé de la population) et la dégradation de l'environnement ;
 - Il ne permet pas une comparaison réelle entre les pays : Comparer le PIB par habitant de deux pays différents suppose qu'avec une unité de deux monnaies de deux différents pays, on peut acquérir la même quantité de biens dans chacun de ces pays, ce qui est absurde.
 - Il ne permet pas une comparaison réelle dans le temps :Entre deux années différentes, les prix des biens peuvent subir un phénomène inflationniste (hausse des prix) qui pourrait déformer la variation réelle du PIB. Pour pallier à cela, des évaluations sont faites l'une à prix courants, l'autre à prix constants.
 - le PIB n'est pas un instrument idéal pour apprécier le bien-être d'une nation, car la croissance du PIB ne signifie automatiquement pas développement économique et social.

- *B -les facteurs de la croissance*

La croissance repose sur de nombreux facteurs économiques, institutionnels ,juridiques, sociaux ,psychologiques et culturels. Ce sont les facteurs économiques , les plus essentiels que nous allons voir dans ce chapitre.

1- les facteurs économiques

Lorsqu'on parle facteurs économiques ,cela évoque les facteurs de production; le travail et le capital.

Les augmentations de ces deux facteurs de production quantitatives et qualitatives déterminent la croissance.

Augmentation	Travail	Capital
Quantitative	<ul style="list-style-type: none">-démographie-Augmentation de la population active	<ul style="list-style-type: none">-Accumulation ;-intensité capitaliste;- investissement productif
Qualitative	<ul style="list-style-type: none">-Formation- expérience-division du travail; organisation	<ul style="list-style-type: none">-Progrès technique, recherche-Modernisation- Innovation

✓ **La croissance extensive** désigne l'augmentation des quantités de facteurs de production. La croissance est extensive quand elle repose sur l'augmentation de la quantité de travail ou de capital utilisée. L'augmentation du travail passe par l'accroissement de la population active; l'augmentation de la quantité de capital utilisée vient de l'emploi de nouvelles machines performantes .

- La croissance peut résulter de l'augmentation des quantités des facteurs de production utilisées ; ou de l'augmentation de la productivité de ces facteurs.
- La productivité mesure l'efficacité des facteurs de production (capital K et travail L),sa formule générale est:
- **Productivité = Production/L+K**

Cela nous ramène à distinguer deux formes de croissance:
la croissance extensive et la croissance intensive.

La croissance intensive correspond à l'augmentation de la production par l'intermédiaire des gains de productivité. Elle est liée à l'augmentation de la productivité du travail et/ou au capital.

Les gains de productivité qui contribuent à la croissance peuvent venir :

- Du progrès technique qui permet de développer des produits nouveaux et d'utiliser des équipements performants;
- une meilleure organisation de la production et du travail ;
- Une meilleure qualification de la main d'œuvre
- une intervention efficace des pouvoirs publics qui créent des externalités positives (enseignement de qualité, meilleures infrastructures, bon état de santé de la population , etc.).

2- les autres facteurs non économiques

- Les facteurs institutionnels et juridiques;

Les facteurs institutionnels :l'Etat intervient également dans l'économie et son intervention prend différentes formes: nationalisation, planification , régulation des marché , contrôle des prix subventions , construction des infrastructures , etc.

Son degré d'intervention influence largement le degré de croissance des pays. L'Etat peut aussi être un frein s'il bloque l'initiative privée ou fait de mauvais choix d'allocations de ressources .

• **Les facteurs juridiques :**

- Les règles du droit donnent un cadre légal aux différentes activités économiques et sociales. Elles favorisent l'initiative (droit commercial) autorisent la propriété privée des moyens de production(droit civil) ou encore la liberté de commerce et d'industrie. Par exemple, les droits de propriété protègent et récompensent les inventeurs de leurs découvertes grâce aux brevets. Ainsi, l'innovation est stimulée et les entrepreneurs sont incités à prendre des risques de façon à améliorer l'efficacité de la combinaison productive.

- D'autres facteurs non économiques contribuent aussi à la croissance : certaines données socioculturelles (les valeurs), le régime politique (la démocratie) et la stabilité politique (l'absence de conflits ou de guerres civiles) constituent des éléments pouvant favoriser la croissance économique.

4-les limites de l'utilisation du PIB

- Le PIB ou son accroissement ne peuvent servir d'indicateurs fiables pour apprécier la situation économique réelle d'un pays.
- Le PIB n'est pas parfait et présente de nombreuses limites:
 - la comptabilisation du PIB ne prend pas en compte certaines activités ou facteurs échappant à toute saisie comptable (la petite production auto- consommée, le bricolage, le travail au noir, le travail domestique. .etc.)
 - L'évaluation du PIB global prend en compte toutes les productions quelle que soit la nature des biens produits (biens de production , biens de consommation , ou production des armes..)
 - Il ne représente pas non plus le gain net réalisé car sa comptabilisation ne prend pas en compte les nuisances (bruits et pollutions atmosphériques sur la santé de la population) et la dégradation de l'environnement ;
 - Il ne permet pas une comparaison réelle entre les pays : Comparer le PIB par habitant de deux pays différents suppose qu'avec une unité de deux monnaies de deux différents pays, on peut acquérir la même quantité de biens dans chacun de ces pays, ce qui est absurde.
 - Il ne permet pas une comparaison réelle dans le temps :Entre deux années différentes, les prix des biens peuvent subir un phénomène inflationniste (hausse des prix) qui pourrait déformer la variation réelle du PIB. Pour pallier à cela, des évaluations sont faites l'une à prix courants, l'autre à prix constants.
 - le PIB n'est pas un instrument idéal pour apprécier le bien-être d'une nation, car la croissance du PIB ne signifie automatiquement pas développement économique et social.

section II: la croissance une notion contestée

La croissance est contestée pour raisons:

- Le PIB n'est pas un indicateur fiable;
- Elle est considérée comme objectif de la politique économique.

A- les limites de l'utilisation du PIB

La croissance en tant que taux de variation du PIB est un indicateur contesté.

Le PIB ou son accroissement ne peuvent servir d'indicateurs fiables pour apprécier la situation économique réelle d'un pays.

- Le PIB n'est pas parfait et présente de nombreuses limites:

- la comptabilisation du PIB ne prend pas en compte certaines activités ou facteurs échappant à toute saisie comptable (la petite production auto- consommée, le bricolage, le travail au noir, le travail domestique. .etc.)
- L'évaluation du PIB global prend en compte toutes les productions quelle que soit la nature des biens produits (biens de production , biens de consommation , ou production des armes..)
- Il ne représente pas non plus le gain net réalisé car sa comptabilisation ne prend pas en compte les nuisances (bruits et pollutions atmosphériques sur la santé de la population) et la dégradation de l'environnement ;







- Les autres facteurs

- Les facteurs institutionnels et juridiques

l'Etat intervient également dans l'économie et son intervention prend différentes formes: nationalisation, planification, régulation des marchés, contrôle des prix subventions, construction des infrastructures, etc. Son degré d'intervention influence largement le degré de croissance des pays.

L'Etat peut aussi être un frein s'il bloque l'initiative privée ou fait de mauvais choix d'allocations de ressources.

Les échanges internationaux qui déterminent le degré d'ouverture ont une influence sur la libéralisation du commerce.

Les facteurs juridiques précisent les règles qui favorisent l'initiative (droit commercial) autorisent la propriété privée des moyens de production (droit civil) ou encore la liberté de commerce et d'industrie

- D'autres **facteurs non économiques** contribuent aussi à la **croissance** : certaines données socioculturelles (les valeurs), le régime politique (la démocratie) et la stabilité politique (l'absence de conflits ou de guerres civiles) constituent des éléments pouvant favoriser la **croissance économique**.
- C. Quels sont les facteurs non économiques de la croissance ? 1. Il existe des facteurs non économiques de la croissance économique, c'est le cas des institutions, qui contribuent à donner un cadre légal aux différentes activités économiques et sociales. Par exemple, les droits de propriété protègent et récompensent les inventeurs de leurs découvertes grâce aux brevets. Ainsi, l'innovation est stimulée et les entrepreneurs sont incités à prendre des risques de façon à améliorer l'efficacité de la combinaison productive. D'autres facteurs non économiques contribuent aussi à la croissance : certaines données socioculturelles (les valeurs), le régime politique (la démocratie) et la stabilité politique (l'absence de conflits ou de guerres civiles) constituent des éléments pouvant favoriser la croissance économique.

- 2. L'importance du contexte économique est un facteur non négligeable dans la mise en œuvre du progrès technique et la prise de décision des différents agents économiques. Comme l'ont montré les théories de la croissance endogène, les pouvoirs publics peuvent contribuer à créer un environnement propice à la croissance économique, c'est le cas des infrastructures publiques, des investissements éducatifs et des dépenses publiques de recherche et développement. Ainsi, l'intervention de l'État contribue à accroître la productivité globale des facteurs en générant des externalités positives. Enfin, les pouvoirs publics peuvent aussi créer un climat de confiance : les politiques conjoncturelles ont comme but la stabilisation macroéconomique (maîtrise de l'inflation, du chômage et des déficits), ainsi, le contexte économique peut encourager l'investissement des entreprises, la consommation des ménages, et la mise en œuvre du progrès technique, favorable à la croissance.

- L'adjectif **endogène** qualifie ce dont la cause est interne, ce qui est produit, ce qui émane de l'intérieur d'un organisme ou d'une structure, en dehors de tout ...
- La **croissance endogène** est une théorie développée dans les années 1980 qui vise à **expliquer la croissance** économique par des facteurs internes au processus de production, et non par des apports extérieurs. Elle vise à **expliquer** que la **croissance** au sein d'une économie peut être auto-entretenu.
- Le facteur qui explique, Il s'agit notamment du progrès technique dont on ne connaît pas la source. L'autre **facteur exogène** est la **croissance** démographique qui explique une plus faible partie de la **croissance** et le développement du **facteur** travail. Le progrès technique et le taux de **croissance** de la population **sont exogènes** au modèle.13 fév. 2019

